

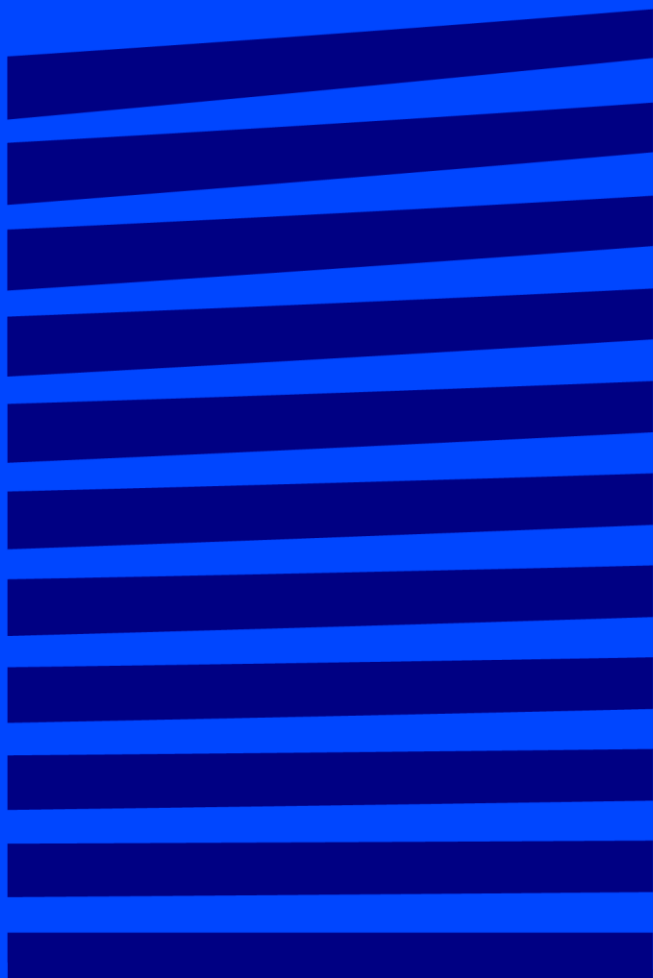


LE CHOIX DE L'EUROPE

ORIENTATIONS POLITIQUES
POUR LA PROCHAINE COMMISSION
EUROPÉENNE
2024–2029

Ursula von der Leyen

Candidate à la présidence de la Commission européenne



Strasbourg
18 juillet 2024

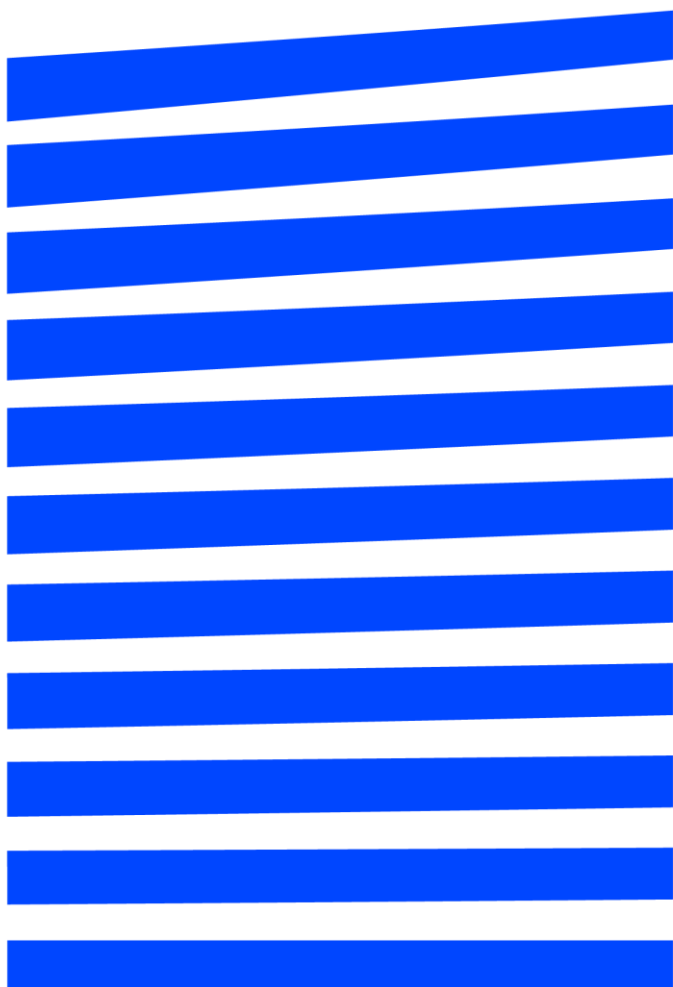


LE CHOIX DE L'EUROPE

**ORIENTATIONS POLITIQUES
POUR LA PROCHAINE COMMISSION EUROPÉENNE
2024–2029**

Ursula von der Leyen

Candidate à la présidence de la Commission européenne



Strasbourg
18 juillet 2024

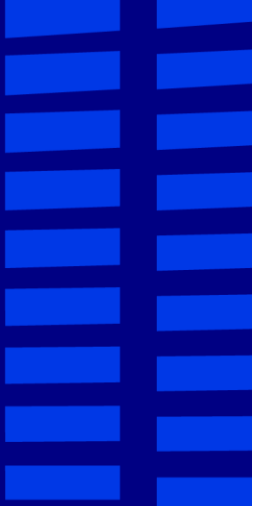


LE CHOIX DE L'EUROPE

La campagne menée dans toute l'Europe dans la perspective des élections européennes de cette année a constitué un rappel de ce qui fait de notre Union ce qu'elle est: près de 500 millions de personnes ayant des cultures distinctes, des histoires complexes et des perspectives différentes, qui se réunissent simultanément pour exprimer leurs souhaits concernant la conduite d'une Union de 27 États membres. Par leur vote, les citoyens européens contribuent aussi à la construction d'une identité européenne commune, cimentée par notre tissu culturel riche et varié. Cette identité est la plus grande force de l'Europe. **Grâce à elle, l'Europe est bien plus qu'un édifice ou un projet. L'Europe est notre foyer: elle est unique en termes de conception et unie dans la diversité.**

Qu'il s'agisse des électeurs qui votaient pour la première fois, avec un taux de participation record, ou de ceux qui prennent part à chaque scrutin européen, tous ont fait part de leurs aspirations et de leur espoir de connaître un avenir plus sain et plus prospère. Les citoyens ont toutefois souligné l'ère d'anxiété et d'incertitude dans laquelle nous nous trouvons. Les Européens éprouvent des doutes certains et de réelles craintes face à l'instabilité et à l'insécurité auxquelles nous sommes confrontés, qui concernent tant le coût de la vie, le logement et la conduite des affaires que le traitement réservé à des questions telles que la migration, ou encore notre sécurité intérieure et les guerres qui se déroulent en Ukraine et au Moyen-Orient. Ils craignent également que l'Europe soit souvent trop lente, qu'elle soit trop éloignée d'eux ou au contraire trop pesante.

Toutes ces attentes et ces inquiétudes sont réelles et légitimes et doivent être prises en compte. Pour cette raison, **il est essentiel, selon moi, de maintenir le centre démocratique de l'Europe.** Mais pour ce faire, celui-ci doit se montrer à la hauteur des préoccupations et des difficultés auxquelles les citoyens sont confrontés dans leur vie. Un échec à cet égard alimenterait un ressentiment et une polarisation et laisserait un terrain fertile pour ceux qui propagent des solutions simplistes mais cherchent en réalité à déstabiliser nos sociétés.



Il s'agit là de la toile de fond d'une époque caractérisée par des changements profonds – pour notre société et notre sécurité, notre planète et notre économie. La rapidité de cette évolution peut être déstabilisante. Elle peut engendrer chez certains le sentiment que le monde tel qu'ils le connaissaient a disparu et susciter des craintes quant à l'avenir.

Ces changements – conjugués aux retombées des élections et des événements qui se produisent dans un monde en proie à davantage de tensions – ont généré des turbulences et créé un climat de bouleversements potentiels en Europe. Les risques sont réels, les responsabilités sont sérieuses.

L'Europe se trouve à présent devant un choix clair.

Le choix de faire face, seule, au monde incertain qui l'entoure. Ou celui d'unir les sociétés qui la composent autour des valeurs européennes.

Le choix d'être dépendante, de laisser les divisions l'affaiblir. Ou celui de faire preuve d'une ambition courageuse et d'agir de manière souveraine, en collaborant avec ses partenaires du monde entier.

Le choix d'ignorer les nouvelles réalités ou la rapidité du changement. Ou celui de faire preuve de lucidité face au monde et aux menaces auxquelles elle est exposée, tels qu'ils existent réellement.

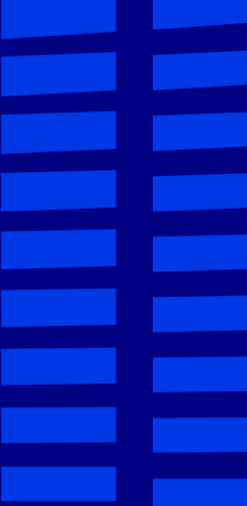
Le choix de laisser les extrémistes et les partisans d'une politique d'apaisement s'imposer. Ou celui de faire en sorte que nos forces démocratiques restent fortes.

Je pense que les plus grands défis de notre époque – qui vont de la sécurité au changement climatique et à la compétitivité – ne peuvent être relevés que grâce à une action commune. **Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont trop importantes pour pouvoir y faire face individuellement. Les possibilités qui s'offrent à nous sont trop grandes pour les saisir seuls.**

Dans ce contexte, l'Europe doit, selon moi, choisir la meilleure option qui se présente à elle: l'Union.

Je suis profondément convaincue que seule l'Europe peut relever les défis générationnels dans ce monde instable qui est le nôtre, qu'il s'agisse de soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, de protéger notre planète, d'assurer la justice sociale, de défendre la démocratie, de soutenir les moyens de subsistance, les industries et les agriculteurs, ou de prendre la tête des avancées technologiques qui façonneront le monde pour le reste de ce siècle.

Au cours des cinq dernières années, l'Europe a montré ce dont elle était capable lorsqu'elle faisait preuve d'unité. Lorsqu'elle réagit rapidement et met à profit sa



taille et sa puissance, comme elle l'a fait pour obtenir des vaccins pour l'ensemble des États membres simultanément. Lorsqu'elle se montre audacieuse et ambitieuse, comme elle l'a fait dans le cas de la double transition écologique et numérique et de son plan de relance, NextGenerationEU. Lorsqu'elle se montre unie, comme nous l'avons été pour soutenir l'Ukraine, la liberté et la démocratie aux heures les plus sombres et les plus difficiles.

Il est temps que l'Europe fasse front commun une fois de plus.

C'est une responsabilité partagée pour tous les électeurs européens, mais aussi pour toutes les personnes qui brandissent le drapeau européen, de Kiev et Chisinau jusqu'à Tbilissi en passant par les Balkans occidentaux, ainsi que pour toutes celles qui appellent à un avenir européen dans les rues des villes de notre Union et du continent. Nous devons nous préparer à cet avenir, en soutenant tous les pays candidats dans leur parcours d'adhésion à notre Union fondé sur le mérite et en menant des réformes indispensables concernant l'Union elle-même.

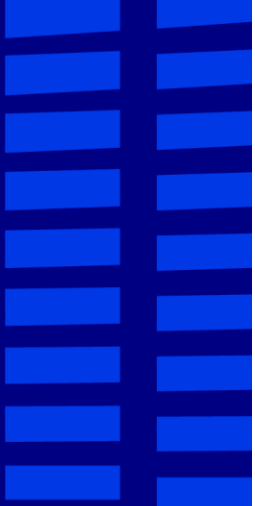
L'Union que nous voulons ne peut pas se résumer à un choix binaire entre plus ou moins d'Europe. Ces temps **appellent à une Union plus rapide et plus simple, plus ciblée et plus unie, ainsi que plus favorable aux personnes et aux entreprises.** Nous avons besoin d'une Union qui agit dans les domaines auxquels elle apporte de la valeur ajoutée et qui nous rassemblent tous — institutions de l'UE, autorités nationales et régionales, secteur privé, partenaires sociaux, citoyens et société civile — autour d'un objectif clair et d'une mission collective.

Nous avons accompli un travail considérable ces cinq dernières années, du pacte vert pour l'Europe à NextGenerationEU, au nouveau pacte sur la migration et l'asile et à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. **Nous devons garder le cap, et nous le ferons, pour tous nos objectifs, y compris ceux que nous avons fixés dans le pacte vert pour l'Europe.**

Nous devons désormais nous consacrer à mettre en œuvre ce que nous avons convenu, à travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes et à relever les grands défis auxquels nous faisons face. Pour cela, je souhaite définir un ensemble d'objectifs ciblés et collectifs pour 2030 et au-delà, assortis de résultats à atteindre clairs dans les domaines prioritaires suivants:

défense et sécurité; prospérité et compétitivité durables; démocratie et équité sociale; jouer un rôle moteur dans le monde et être à la hauteur des attentes en Europe.

Les orientations politiques constituent notre plan pour la force et l'unité de l'Europe. Les priorités qui y sont détaillées s'appuient sur les consultations que j'ai menées et sur les idées communes à propos desquelles j'ai échangé avec les forces démocratiques au Parlement européen, ainsi que sur le programme stratégique 2024-



2029 du Conseil européen. Elles ne constituent pas un programme de travail exhaustif, mais visent à orienter notre travail commun.

Les cinq prochaines années détermineront la place qu'occupera l'Europe dans le monde au cours des cinq prochaines décennies. Il sera décidé si nous façonnerons notre propre avenir, ou si nous laisserons des événements ou d'autres acteurs le définir pour nous.

Dans un monde où règnent l'adversité et l'incertitude, je suis convaincue que l'Europe doit choisir de rester unie, faire preuve d'ambition dans ses projets et dans son action. Pour honorer l'héritage de notre passé, obtenir des résultats pour le présent, et préparer une Union plus forte à l'avenir.

Voilà ce qui guide ces orientations et ce sur quoi je souhaite travailler avec le Parlement européen et les États membres au cours des cinq prochaines années.

Un nouveau plan pour une prospérité et une compétitivité durables de l'Europe

L'Europe a toujours été un continent favorable à l'industrie, à l'esprit d'entreprise et à l'innovation, qui s'est réinventé à travers les révolutions industrielle et technologique, la concurrence mondiale et l'évolution des sociétés.

Cette force est en grande partie due à notre économie sociale de marché unique en son genre, qui donne à l'Europe de nombreux avantages par rapport à ses concurrents.

Toutefois, les obstacles structurels à notre compétitivité demeurent trop nombreux. Nos entreprises évoluent dans un monde instable, marqué par une concurrence déloyale accrue, une hausse des prix de l'énergie, des pénuries de compétences et de main-d'œuvre et des difficultés d'accès au capital dont elles ont besoin.

Nous avons vu par nous-mêmes les dangers que représentent les dépendances et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement, comme l'illustrent le manque de produits médicaux pendant la pandémie, le chantage énergétique exercé par Poutine ou le monopole que détient la Chine sur les matières premières essentielles aux batteries ou aux puces.

Le monde est engagé dans une course qui désignera le premier à parvenir à la neutralité climatique et à mettre au point les technologies qui façonneront l'économie mondiale pour les décennies à venir.

Dans cette course, l'Europe ne peut pas se permettre de prendre du retard et de perdre son avantage concurrentiel, pas plus qu'elle ne peut laisser transparaître de quelconques vulnérabilités stratégiques.

Nous avons beaucoup d'éléments sur lesquels nous appuyer, depuis les investissements massifs dans les technologies

propres et numériques dans le cadre de NextGenerationEU jusqu'à l'approche en matière de souveraineté adoptée par les dirigeants à Versailles.

Nous avons de nombreux atouts qui nous confèrent un avantage par rapport à la concurrence, notamment des chercheurs et des universités de renommée mondiale, des petites entreprises prospères et un environnement stable fondé sur l'état de droit et des conditions de concurrence équitables.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur des défis et des possibilités qui s'offrent à nous, nous devons maintenant aller beaucoup plus vite et plus loin pour assurer la compétitivité, la prospérité et l'équité. Le prochain rapport de Mario Draghi sur la compétitivité sera aussi une source d'inspiration pour réaliser ce travail.

Nous avons besoin d'un nouveau plan pour la prospérité de l'Europe pour:

- *faciliter l'activité des entreprises et approfondir notre marché unique;*
- *élaborer un pacte pour une industrie propre pour décarboner et faire baisser les prix de l'énergie;*
- *placer la recherche et l'innovation au cœur de notre économie;*
- *stimuler la productivité grâce à la diffusion des technologies numériques;*
- *investir massivement dans notre compétitivité durable;*
- *combler le déficit de compétences et de main-d'œuvre.*

Faciliter l'activité des entreprises

Le marché unique européen est essentiel à notre compétitivité. Il permet la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, ouvre les marchés et facilite la vie des citoyens, des entreprises et des investisseurs.

Mais il pourrait faire beaucoup plus encore. Nous avons besoin d'une **nouvelle dynamique pour achever le marché unique** dans des secteurs tels que les services, l'énergie, la défense, la finance, les communications électroniques et le numérique. Cela permettra à nos entreprises — en particulier à nos petites et moyennes entreprises (PME) — de se développer et de tirer le meilleur parti du marché.

Je pense que nous avons besoin d'une **nouvelle approche en matière de politique de concurrence**, mieux adaptée à nos objectifs communs et plus favorable aux entreprises qui se développent sur les marchés mondiaux, tout en garantissant toujours des conditions de concurrence équitables. Cette nouvelle approche devrait se refléter dans la manière dont nous apprécions les opérations de concentration, afin que l'innovation et la résilience soient pleinement prises en compte.

Nous veillerons à ce que la politique de concurrence reste en phase avec l'évolution des marchés mondiaux et empêche que la concentration du marché n'entraîne une augmentation des prix ou une diminution de la qualité des biens ou des services pour les consommateurs.

Les 24 millions de PME européennes créent des emplois de qualité ancrés dans les communautés locales. Mais, comme les grandes entreprises, elles sont encore confrontées à de trop nombreuses difficultés.

Nous devons faciliter la vie des entreprises et leur permettre d'exercer avec plus de rapidité leurs activités en Europe.

Je ferai de la rapidité, de la cohérence et de la simplification des priorités politiques essentielles dans tout ce que nous entreprendrons.

Chaque commissaire sera chargé de mettre l'accent sur la réduction des charges administratives et la simplification de la mise en œuvre: moins de formalités administratives et d'obligations d'information, plus de confiance, une meilleure application des règles et des procédures d'autorisation plus rapides.

Ils mèneront des **dialogues réguliers sur la mise en œuvre** avec les parties prenantes afin de déterminer la meilleure manière de rendre la mise en œuvre conforme aux réalités sur le terrain.

Ils travailleront avec un vice-président chargé de la mise en œuvre, de la simplification et des relations interinstitutionnelles afin de *tester la résistance de l'ensemble de l'acquis de l'UE* au regard de cette priorité politique.

Sur cette base, nous formulerons des propositions visant à **simplifier, consolider et codifier la législation** afin d'éliminer les éventuels chevauchements et contradictions, tout en maintenant des normes élevées.

Nous nous attaquerons également à la mosaïque de réglementations nationales qui compliquent l'exercice d'activités commerciales dans différents pays de l'UE. Nous ferons en sorte que les entreprises innovantes puissent réussir plus facilement en réduisant les coûts de l'échec.

À cette fin, je proposerai un nouveau statut juridique à l'échelle de l'UE pour **aider les entreprises innovantes à se développer**. Cela prendra la forme d'un «28^e régime» qui permettra aux entreprises de bénéficier d'un ensemble de règles simplifié et harmonisé dans certains domaines.

Nous devons également aider plus efficacement les entreprises dont la taille et la capacité de financement ne peuvent être comparées à celles des grandes entreprises. Elles sont souvent la cible d'«acquisitions prédatrices» de la part d'entreprises étrangères qui cherchent à les éliminer en tant que source possible de concurrence future.

Nous introduirons une **nouvelle catégorie de «petites entreprises à moyenne capitalisation»** et évaluerons les domaines dans lesquels la réglementation existante applicable aux grandes entreprises est trop contraignante ou disproportionnée, ou entrave leur développement concurrentiel.

Toute future législation doit également être simplifiée et conçue en tenant compte des petites entreprises et dans un esprit de subsidiarité. Cela se fera notamment au moyen d'un **nouveau mécanisme de contrôle concernant l'incidence sur la compétitivité et sur les PME** afin de contribuer à éviter les charges administratives inutiles tout en maintenant des normes élevées.

Mais l'amélioration de la législation doit être une tâche conjointe, associant toutes les institutions concernées et tous les processus législatifs couverts, depuis la proposition jusqu'aux modifications et à l'adoption.

Dans cet esprit, je proposerai de renouveler **l'accord interinstitutionnel sur la simplification et l'amélioration de la législation** afin que chaque institution évalue de la même manière l'incidence et le coût de ses modifications.

Afin de garantir un suivi collectif de **l'application et de la mise en œuvre**, je demanderai également à chaque commissaire d'élaborer un rapport annuel sur les progrès accomplis à l'intention de la commission du Parlement européen et de la formation du Conseil correspondantes.

Un pacte pour une industrie propre

Nous avons accompli des progrès historiques dans la définition de nos ambitions pour le climat et nous avons montré que nous pouvons réduire avec succès nos émissions tout en développant notre économie.

Nous devons garder le cap, et, en effet, nous le garderons, pour ce qui est des objectifs fixés dans le pacte vert pour l'Europe.

La crise climatique s'accélère à un rythme soutenu. De plus, il est tout aussi urgent de, simultanément, décarboner et industrialiser notre économie.

Il convient de se concentrer sur la **mise en œuvre d'ici à 2030 du cadre juridique existant**, et ce de la manière la plus simple, la plus équitable et la plus rentable.

Il est nécessaire d'élaborer, dès les 100 premiers jours du mandat, un nouveau pacte pour une industrie propre afin de garantir la compétitivité de nos secteurs industriels ainsi que des emplois de qualité.

Dans ce nouveau pacte, nous mettrons pleinement l'accent sur des mesures visant à **soutenir et créer, pour les entreprises, les conditions propices** à la réalisation de nos objectifs communs. Il s'agit de simplifier et de garantir l'accès à un approvisionnement énergétique et à des matières premières bon marché, durables et sûrs, ainsi que d'investir pour ce faire.

Nous préparerons ainsi la voie à la réalisation de **l'objectif** de réduction des émissions de 90 % **à l'horizon 2040**, que nous proposerons d'inscrire dans notre **loi européenne sur le climat**. À chaque étape, nous travaillerons en partenariat avec l'industrie, les partenaires sociaux et toutes les parties prenantes.

Nous présenterons une **législation visant à accélérer la décarbonation de l'industrie**

afin de soutenir les secteurs industriels et les entreprises tout au long de la transition.

Cette législation orientera les investissements vers les infrastructures et l'industrie, en particulier les secteurs à forte intensité énergétique. Elle soutiendra les marchés porteurs européens en vue du développement, de la production et de la diffusion dans l'industrie de technologies propres. Elle contribuera également à accélérer la planification, les appels d'offres et les procédures d'autorisation dans ce domaine.

Nous devons réduire les factures énergétiques des entreprises et des ménages.

Grâce aux mesures européennes, les énergies renouvelables ont atteint un niveau record, puisqu'elles ont représenté 50 % de la production d'électricité dans l'Union au cours de l'année écoulée. La dépendance à l'égard du gaz fossile russe a été considérablement réduite, et les économies d'énergie ont entraîné une baisse de la consommation globale.

Toutefois, nous sommes toujours confrontés à de nombreux défis. Notre marché de l'énergie doit mieux fonctionner pour faire diminuer les prix et garantir que les consommateurs bénéficient de la baisse des coûts de production de l'énergie propre.

Nous continuerons à réduire les prix de l'énergie en nous détournant davantage des combustibles fossiles, en renforçant les procédures conjointes de passation de marché pour les combustibles, et en développant la gouvernance nécessaire à une véritable **union de l'énergie**.

Nous intensifierons les investissements dans les infrastructures et technologies énergétiques propres et leur accorderons la priorité.

Parmi celles-ci, citons les énergies renouvelables et les technologies à faible

intensité de carbone, les infrastructures de réseau ainsi que les capacités de stockage et les infrastructures de transport pour le CO2 capté. Nous investirons également dans des mesures d'efficacité énergétique, dans la numérisation de notre système énergétique et dans le déploiement d'un réseau d'hydrogène.

Par ailleurs, nous devons utiliser la puissance et la taille de notre marché pour sécuriser les approvisionnements. C'est la raison pour laquelle je proposerai de faire jouer et d'étendre notre **mécanisme d'agrégation de la demande** pour ne pas nous limiter au gaz mais y inclure l'hydrogène et les matières premières critiques.

Nous travaillerons à de nouveaux **partenariats pour des échanges et des investissements propres** afin de contribuer à la sécurité de l'approvisionnement en matières premières, en énergie propre et en technologies propres provenant du monde entier.

Je souhaite que, en donnant l'exemple sur son territoire, **l'Europe conserve sa position de chef de file dans les négociations internationales sur le climat**, en s'appuyant sur les récentes initiatives de l'Union sur des questions qui se posent au niveau mondial, comme celles relatives au méthane, à la tarification du carbone et aux objectifs mondiaux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Nous exposerons notre **vision mondiale en matière de climat et d'énergie** dans la perspective de la COP30 qui se tiendra au Brésil en 2025. De surcroît, nous intensifierons notre **diplomatie environnementale** et coopérerons davantage avec les États non-membres de l'UE sur les aspects extérieurs de nos politiques.

Pour atteindre nos objectifs climatiques, nous devons également permettre aux citoyens de se tourner plus facilement vers des options plus durables. C'est notamment le cas en

matière de mobilité. Le transport ferroviaire transfrontière reste trop compliqué pour de nombreux citoyens. Les citoyens devraient pouvoir utiliser des systèmes de réservation ouverts pour acheter des voyages transeuropéens auprès de plusieurs prestataires, sans perdre leur droit à un remboursement ou à un dédommagement sous forme de voyage.

À cette fin, nous proposerons un **règlement prévoyant un système unique de réservation et de billetterie numériques**, afin que les Européens puissent acheter un billet unique sur une plateforme unique et bénéficier, pour l'ensemble de leur voyage, des droits accordés aux passagers.

Parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 nécessitera un large éventail de technologies innovantes dans des domaines allant de la mobilité à l'énergie. Par exemple, l'objectif de neutralité climatique pour les voitures en 2035 apporte de la prévisibilité aux investisseurs et aux constructeurs. Sa réalisation nécessitera une approche neutre sur le plan technologique, dans laquelle les carburants de synthèse auront un rôle à jouer, grâce à une modification ciblée de la réglementation dans le cadre du réexamen prévu.

Améliorer la circularité et la résilience de notre économie

L'objectif de décarbonation de notre économie fera partie de notre processus continu de transition vers un modèle de production et de consommation plus durable, en conservant plus longtemps la valeur des ressources dans notre économie.

Tel sera l'objet d'un nouvel **acte législatif sur l'économie circulaire**, qui contribuera à créer une demande de marché pour des matières secondaires et un marché unique des déchets, notamment pour ce qui concerne les matières premières critiques.

Nous présenterons un nouveau **train de mesures pour l'industrie chimique** visant à simplifier le règlement REACH et à clarifier la question des «substances chimiques éternelles» ou PFAS.

Nous devons rendre notre économie plus résiliente et moins dépendante.

Cette ambition vaut particulièrement pour **le secteur de la santé et l'industrie pharmaceutique**. L'UE est confrontée à de graves pénuries de dispositifs médicaux et de médicaments: il devient particulièrement difficile de se procurer des antibiotiques, des antidouleurs, de l'insuline et d'autres produits.

Pour y remédier, nous proposerons un **acte législatif sur les médicaments critiques** afin de réduire les dépendances concernant des médicaments et ingrédients critiques, en particulier pour les produits qui ne comptent que quelques fabricants ou pays fournisseurs.

Cet acte fera partie intégrante de nos travaux visant à achever **l'union européenne de la santé** grâce à des chaînes d'approvisionnement diversifiées, à l'accès aux traitements les plus avancés, à des systèmes de santé plus résilients et à des inventaires stratégiques de médicaments essentiels. Nous devons poursuivre nos travaux sur la résistance aux antimicrobiens.

Nous intensifierons également ceux qui concernent la **prévention en matière de santé**, en particulier dans les domaines de la santé mentale, notamment au travail, et des maladies cardiovasculaires, ainsi que sur les traitements des maladies dégénératives et la recherche sur l'autisme. Pour ce faire, nous nous appuierons sur le modèle concluant du plan pour vaincre le cancer.

Nous devons également redoubler d'efforts pour protéger la sécurité de nos systèmes de santé, qui sont de plus en plus la cible de cyberattaques et d'attaques par rançongiciels. Afin d'améliorer la détection des menaces, la préparation et la réaction aux crises, je

proposerai **un plan d'action européen sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé** au cours des 100 premiers jours du mandat.

Stimuler la productivité par la diffusion des technologies numériques

La compétitivité de l'Europe est entravée par sa productivité, qui est inférieure à celle de ses concurrents directs à l'échelle mondiale. Ceci s'explique principalement par la diffusion insuffisante des technologies numériques, qui a une incidence sur notre capacité à utiliser les technologies pour créer de nouveaux services et modèles commerciaux.

Nous commencerons par axer nos travaux sur la mise en œuvre et l'application de la législation dans le domaine du numérique adoptée au cours du dernier mandat. Les géants technologiques doivent assumer la responsabilité que leur confère leur énorme puissance systémique dans notre société et dans notre économie. Nous avons commencé à contrôler activement l'application du règlement sur les services numériques et du règlement sur les marchés numériques. Nous allons **renforcer et intensifier ce contrôle** au cours du prochain mandat.

Nous soutiendrons cet objectif en relevant les défis posés par les **plateformes de commerce électronique**, afin de garantir aux consommateurs et aux entreprises des conditions de concurrence équitables fondées sur des contrôles douaniers, fiscaux et de sécurité efficaces et des normes de durabilité.

La réalisation de nos objectifs numériques et la mise en place d'un véritable marché unique numérique changeraient la donne pour notre productivité et notre compétitivité.

Nous augmenterons nos investissements dans la prochaine vague de technologies de pointe, en particulier les supercalculateurs, les semi-

conducteurs, l'internet des objets, la génomique, ainsi que l'informatique quantique, les technologies spatiales et au-delà.

Grâce à notre **règlement sur l'intelligence artificielle (IA)**, l'Europe joue déjà un rôle de premier plan pour rendre l'IA plus sûre et plus digne de confiance, et pour lutter contre les risques découlant de son utilisation abusive.

Nous devons à présent nous concentrer sur les actions à mettre en œuvre pour devenir un acteur mondial de premier plan en ce qui concerne l'innovation dans le domaine de l'IA.

Au cours des 100 premiers jours, nous garantirons l'accès à de nouvelles capacités de supercalcul adaptées au secteur de l'IA et à ses start-up au moyen d'une **initiative sur les fabriques d'IA**.

Nous élaborerons également, avec les États membres, l'industrie et la société civile, une **stratégie pour l'application de l'IA** afin d'encourager de nouvelles utilisations industrielles de l'IA et d'améliorer la fourniture de divers services publics, tels que les soins de santé.

Dans cet esprit, je proposerai la création d'un **Conseil européen de la recherche sur l'IA**, au sein duquel nous pourrions mettre en commun toutes nos ressources, à l'instar de l'approche adoptée avec le CERN.

Pour soutenir le développement de l'IA et d'autres technologies de pointe, **l'Europe doit utiliser le potentiel inexploité des données**.

L'accès aux données est non seulement un moteur majeur de la compétitivité, puisqu'il représente près de 4 % du PIB de l'UE, mais il est également essentiel pour la productivité et les innovations sociétales, de la médecine personnalisée aux économies d'énergie.

Toutefois, trop d'entreprises en Europe peinent à obtenir l'accès aux données dont

elles ont besoin, tandis que les grandes entreprises technologiques étrangères utilisent les données européennes pour alimenter leur activité.

Tout en garantissant des normes élevées en matière de protection des données, nous soutiendrons les entreprises en améliorant le libre accès aux données, notamment pour aider les PME à remplir leurs obligations de déclaration.

L'Europe a besoin d'une révolution dans le domaine des données.

C'est la raison pour laquelle nous présenterons une **stratégie pour une union européenne des données**. Elle s'appuiera sur les règles existantes en matière de données afin de garantir un cadre juridique simplifié, clair et cohérent permettant aux entreprises et aux administrations de partager des données de manière fluide et à grande échelle, tout en respectant des normes élevées en ce qui concerne la protection de la vie privée et la sécurité.

Placer la recherche et l'innovation au cœur de notre économie

La compétitivité de l'Europe – et sa position dans la course vers une économie propre et numérique – dépendra de sa capacité à démarrer une nouvelle ère d'invention et d'ingéniosité. Pour ce faire, il nous faut placer la recherche, l'innovation, la science et la technologie au centre de notre économie.

Nous **augmenterons nos dépenses en matière de recherche** pour nous concentrer davantage sur les priorités stratégiques, sur la recherche fondamentale novatrice et l'innovation de rupture, ainsi que sur l'excellence scientifique.

Dans cette perspective, nous élargirons le Conseil européen de la recherche et le Conseil européen de l'innovation.

L'Europe doit également constituer, à la pointe des sciences, des technologies et des industries émergentes, le lien qui rendra cette révolution technologique plus rapide et plus transformatrice.

Je veux que l'Europe tire le meilleur parti de la révolution biotechnologique. Les biotechnologies, soutenues par l'IA et les outils numériques, peuvent contribuer à moderniser des pans entiers de notre économie, de l'agriculture et de la sylviculture à l'énergie et à la santé.

Afin de faciliter le passage des biotechnologies du laboratoire à l'usine puis leur mise sur le marché, nous proposerons un nouvel **acte législatif européen sur les biotechnologies** en 2025.

Il s'inscrira dans le cadre plus large d'une **stratégie européenne pour les sciences de la vie**, visant à examiner comment nous pouvons soutenir nos transitions écologique et numérique et développer des technologies à haute valeur ajoutée.

Pour jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'innovation, nous devons créer les conditions propices à l'épanouissement des chercheurs. Cela implique de mettre à disposition les infrastructures et les laboratoires innovants dont ils ont besoin pour tester et développer des idées grâce à de **nouveaux partenariats public-privé**, tels que des entreprises communes.

Cela signifie également qu'il faut attirer de nouveaux talents et de retenir les meilleurs cerveaux et les esprits les plus brillants ici en Europe. À cette fin, je souhaite renforcer la collaboration entre les départements de recherche, l'enseignement supérieur et les entreprises, notamment en renforçant nos **alliances universitaires**.

Décupler les investissements

Les investissements seront une priorité de la nouvelle Commission.

Nous devons débloquer les financements nécessaires à la transition écologique, numérique et sociale. Nous maximiserons les investissements et l'effet de levier publics et réduirons les risques pour attirer les capitaux privés, en étroite collaboration avec la **Banque européenne d'investissement**.

Ces investissements ne sauraient être financés uniquement par des deniers publics. L'achèvement de l'union des marchés des capitaux pourrait attirer 470 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an.

Nous devons être plus ambitieux pour remédier au manque de capitaux privés et à l'activité encore trop faible de nos marchés.

Les entreprises et les start-up européennes innovantes ne devraient pas être contraintes de se tourner vers les États-Unis, l'Asie ou d'autres marchés pour financer leur expansion. Elles devraient aussi pouvoir trouver ce dont elles ont besoin pour se développer ici en Europe.

C'est pourquoi nous proposerons des **mesures d'absorption des risques** pour permettre aux banques commerciales, aux investisseurs et au capital-risque de financer plus facilement des entreprises à croissance rapide.

Afin de débloquer des capitaux et de garantir des conditions de concurrence équitables, nous réexaminerons notre cadre réglementaire pour lever les obstacles limitant le montant du capital européen disponible pour financer l'innovation.

Nous allons remédier à la fragmentation de nos marchés financiers qui voient, chaque année, 300 milliards d'euros d'épargne des ménages européens être transférés vers des marchés étrangers.

Pour ce faire, nous développerons la proposition formulée dans le rapport Enrico Letta et proposerons une **union européenne de l'épargne et des investissements**, comprenant le secteur bancaire et les

marchés de capitaux. Cela permettra de tirer parti de l'immense richesse que représente l'épargne privée en Europe, pour l'investir dans l'innovation et la transition vers une énergie propre et la transition numérique.

Outre l'épargne privée en Europe, nos instruments financiers sur le marché des capitaux sont essentiels pour attirer l'épargne du monde entier, puisque la marque UE constitue un actif très sûr dont les rendements sont attractifs.

Nous devons également optimiser notre utilisation des marchés publics, qui représentent 14 % du PIB de l'UE.

Un gain d'efficacité de 1 % pour les marchés publics pourrait se traduire par une économie annuelle de 20 milliards d'euros. Il s'agit d'ailleurs de l'un des principaux leviers dont nous disposons pour développer des biens et des services innovants et créer des marchés pilotes dans le domaine des technologies propres et stratégiques.

Je proposerai une **révision de la directive sur les marchés publics**. Elle permettra de donner la préférence aux produits européens dans les marchés publics pour certains secteurs stratégiques. Elle contribuera à assurer à nos citoyens une valeur ajoutée de l'UE, ainsi que la sécurité de l'approvisionnement en technologies, produits et services vitaux. Elle modernisera et simplifiera aussi nos règles en matière de marchés publics, en tenant compte notamment des start-up et des innovateurs de l'UE.

En ce qui concerne le financement et l'investissement publics, priorité sera donnée à l'utilisation des ressources disponibles au moyen de NextGenerationEU et du budget actuel.

Pour l'avenir, le pacte pour une industrie propre doit nous permettre d'accroître nos investissements communs dans les technologies propres et stratégiques et dans les industries à forte intensité énergétique.

C'est en Europe que doit s'écrire l'avenir de l'industrie des technologies propres et de pointe.

C'est pourquoi je proposerai un nouveau Fonds européen pour la compétitivité, qui sera l'un des éléments de notre proposition de nouveau budget renforcé dans le prochain cadre financier pluriannuel.

Cette capacité d'investissement sera consacrée aux technologies stratégiques – de l'IA à l'espace, des technologies propres aux biotechnologies – pour veiller à développer des technologies stratégiques et à en assurer la fabrication ici, en Europe. Le pouvoir de notre budget servira ainsi à mobiliser les investissements privés et à en réduire les risques, pour servir nos objectifs communs.

Le Fonds européen pour la compétitivité soutiendra des **projets importants d'intérêt commun** (PIIEC) afin que l'Europe puisse utiliser sa force collective pour que les États membres investissent ensemble dans des projets communs ambitieux, comme elle l'a déjà fait à une plus petite échelle avec les batteries, l'hydrogène et la microélectronique.

Je ferai en sorte de rendre le financement et le lancement **des PIIEC plus simples et plus rapides**. La première nouvelle série de projets communs sera proposée au début de 2025.

Remédier aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre

L'Europe a besoin de franchir un nouveau palier radical pour ses ambitions et ses actions, pour tous les niveaux de compétences et pour tous les types de formation et d'éducation. Cela revêt une importance pour les carrières et les perspectives des citoyens, mais aussi pour notre compétitivité.

Pour ce faire, nous mettrons en place une **union des compétences**, axée sur l'investissement, l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie, le maintien des compétences et la reconnaissance des différents types de formations afin de permettre aux personnes de travailler dans toute l'Union.

L'intégration de l'apprentissage tout au long de la vie dans l'éducation et les carrières et le soutien à la formation et aux perspectives de carrière des enseignants seront au cœur de cette démarche.

Nous nous concentrerons sur l'amélioration des compétences de base et proposerons un **plan stratégique pour l'éducation dans les STIM**. Il aura pour objectif de remédier à l'érosion préoccupante des performances et à la pénurie d'enseignants qualifiés dans les domaines liés aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques. Il devrait également inciter un plus grand nombre de filles et de femmes à se tourner vers des études et des carrières dans les STIM.

Par ailleurs, il est essentiel d'accorder à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP) l'importance qu'ils méritent. Ceux-ci préparent les gens au travail et leur permettent d'acquérir les compétences que les entreprises recherchent. C'est la raison pour laquelle je proposerai une **stratégie européenne pour l'enseignement et la formation professionnels**, afin notamment d'accroître le nombre de titulaires d'un diplôme d'EFP du secondaire.

Dans une économie en mutation rapide, nous devons être plus réactifs face aux besoins de nos entreprises. Nous **renforcerons et recentrerons le financement des compétences** dans le budget de l'UE afin de veiller à ce qu'il soit mieux lié aux marchés de l'emploi et davantage axé sur les secteurs essentiels pour la double transition.

Nous devons veiller à bénéficier de toutes les compétences de haute qualité, peu importe où et comment elles ont été acquises. C'est pourquoi nous continuerons à œuvrer en faveur d'un diplôme européen et

présenterons une **initiative sur la portabilité des compétences** qui visera à garantir que les compétences acquises dans un pays soient reconnues dans les autres.

Une ère nouvelle pour la défense et la sécurité européennes

« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. »

La première phrase de la déclaration Schuman illustre l'histoire de l'Europe. Elle parle de notre passé, tourmenté par les guerres, la division et certains des conflits les plus terribles que le monde ait jamais connus.

Si la paix en Europe n'a jamais été un acquis, la guerre d'agression menée par Poutine en Ukraine a anéanti toute illusion à cet égard.

Les attaques abjectes et impitoyables contre des hôpitaux pour enfants, des infrastructures énergétiques et d'autres cibles civiles montrent les extrémités auxquelles la Russie de Poutine est prête à recourir.

L'Ukraine lutte pour la liberté, la démocratie et les valeurs de l'Europe. Notre détermination collective doit être à la mesure du défi auquel nous sommes confrontés.

C'est en investissant dans la sécurité de l'Ukraine que nous investirons au mieux dans la sécurité européenne. L'Europe doit maintenir aussi longtemps que nécessaire son soutien financier, politique et militaire.

Nous utiliserons tous les instruments à notre disposition, y compris par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix, en travaillant dans tous les domaines, allant des besoins immédiats aux futurs efforts de **reconstruction** par l'intermédiaire de la facilité pour l'Ukraine.

Si ces dernières années nous ont rappelé avec brutalité que la paix était fragile, le sursaut qu'elles ont suscité a également poussé l'Europe à se donner les moyens de se défendre et de se protéger et de dissuader les adversaires potentiels. Cela prend toute son

importance alors que nous allons vers un monde plus fragmenté et incertain dans lequel l'Europe ne doit rien prendre pour acquis.

Nous envisagerons toutes nos politiques sous l'angle de la sécurité. Nous allons nous préparer à des scénarios que nous espérons ne jamais voir se réaliser, mais nous ne pouvons pas risquer d'être pris au dépourvu ou de pécher par excès de confiance.

Faire de l'Union européenne de la défense une réalité

Ces dernières années ont mis en lumière le sous-investissement chronique et un manque de dépenses efficaces dans nos capacités militaires.

Pour mettre cela en perspective, les dépenses combinées de l'UE consacrées à la défense entre 1999 et 2021 ont augmenté de 20 %. À la même époque, la Russie a augmenté de près de 300 % ses dépenses militaires, et la Chine, de près de 600 %. Dans le même temps, nos dépenses à nous sont trop cloisonnées, disparates et pas assez européennes. Cela doit changer.

Au cours des cinq prochaines années, nous allons œuvrer à la construction d'une véritable **Union européenne de la défense**.

Les États membres conserveront toujours la responsabilité de leurs propres armées, de la doctrine au déploiement, mais l'Europe peut faire beaucoup pour soutenir et coordonner les efforts visant à renforcer la base industrielle, l'innovation et le marché unique sur le plan de la défense.

Afin de contribuer à la coordination de ces travaux au niveau européen, je désignerai un(e) **commissaire chargé(e) de la défense**,

qui travaillera en étroite collaboration avec le/la prochain(e) haut(e) représentant(e) et vice-président(e), conformément au traité.

Afin de définir la nouvelle approche et de recenser nos besoins d'investissement, nous présenterons conjointement un **livre blanc sur l'avenir de la défense européenne** au cours des 100 premiers jours du mandat.

Le renforcement du partenariat UE-OTAN sera au cœur de ces travaux. Nous continuerons d'étendre notre coopération avec l'OTAN afin de pouvoir parer à toutes les menaces, y compris les nouveaux dangers liés à la cyberguerre, aux menaces hybrides ou dans l'espace, et de renforcer notre partenariat transatlantique.

À l'ère du réarmement, la première priorité est d'accroître sensiblement les investissements.

Malgré les progrès accomplis, les dépenses des budgets de la défense sont principalement réalisées au niveau national. Seule une petite part des dépenses d'équipement en Europe est consacrée à des acquisitions conjointes au niveau de l'UE. De plus, c'est encore hors d'Europe que les États membres font la majorité de leurs acquisitions dans le domaine de la défense.

Nous devons dépenser plus, dépenser mieux, dépenser ensemble.

Notre première mission sera d'aborder la nécessité urgente de reconstruire, de reconstituer et de transformer les forces armées nationales, telles que définies par les États membres.

Nous renforcerons le Fonds européen de la défense, qui financera des capacités de défense haut de gamme dans des domaines critiques tels que le combat naval, terrestre et aérien, les systèmes d'alerte précoce fondés sur l'espace et le secteur cybernétique.

La seconde tâche consistera à investir davantage dans notre industrie de la défense. Nous **renforcerons le programme pour**

l'industrie européenne de la défense afin d'encourager la passation conjointe de marchés en vue de combler les lacunes de l'UE quant aux capacités les plus critiques.

Nous créerons un véritable **marché unique pour les produits et services de défense**, qui permettra de consolider les capacités de production et favorisera la passation conjointe de marchés.

La troisième tâche consiste à mutualiser nos ressources et contrer les menaces qui nous sont communes en menant des **projets phares dans le cadre de l'Union européenne de la défense**. Ces projets devraient se concentrer sur les menaces transfrontières les plus importantes qui nous concernent tous.

Œuvrant avec les États membres et en étroite coordination avec l'OTAN, nous proposerons plusieurs projets de défense d'intérêt européen commun, à commencer par un **bouclier aérien européen** et la **cyberdéfense**.

Nous veillerons à ce que ces projets d'envergure soient ouverts à tous, et nous utiliserons tous les outils à notre disposition – réglementaires et financiers – pour faire en sorte que ces projets soient conçus, construits et déployés sur le sol européen dans les meilleurs délais.

Nous devons assurer une adéquation entre nos ambitions et les investissements.

Il s'agit, pour commencer, d'encourager les investissements privés dans le secteur de la défense. Je travaillerai avec la Banque européenne d'investissement afin que celle-ci puisse contribuer à financer des projets de défense communs et l'innovation dans le domaine de la défense ainsi qu'à **réduire les risques liés à ces projets** et à cette innovation.

Cela nécessitera de prévoir des investissements européens dans le prochain cadre financier pluriannuel. Mais nous

formulerons également des propositions pour répondre aux besoins urgents d'investissement dans le domaine de la défense.

Une stratégie de l'Union pour la préparation aux crises

Au-delà du renforcement de nos capacités, l'Europe a également besoin d'une **nouvelle ambition en matière de préparation aux crises et de sécurité**.

Nous travaillerons à l'élaboration d'une **stratégie de l'Union pour la préparation aux crises**, inspirée du rapport sur la préparation civile et militaire de l'UE que l'ancien président finlandais Sauli Niinistö présentera plus tard dans l'année.

Dans le cadre de cette stratégie, nous nous attacherons à poursuivre le **renforcement de nos capacités de cyberdéfense**, la coordination des efforts nationaux en matière cyber et la sécurisation de nos infrastructures critiques, notamment en développant une industrie européenne de la cyberdéfense qui soit fiable.

L'Europe doit également adopter une approche commune de la prévention d'autres menaces nouvelles et de la préparation à ces dernières, en particulier celles liées à la sécurité chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN).

Faisant fond sur les travaux menés par l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire, nous présenterons une nouvelle stratégie visant à soutenir les **contre-mesures médicales contre les menaces pesant sur la santé publique**, telles que celles liées à la sécurité chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), stratégie qui inclura la passation conjointe de marchés et la constitution de stocks.

Nous devons également œuvrer à une **dissuasion intégrée**. Pour ce faire, nous

devrons renforcer notre **approche stratégique des sanctions** afin d'être en mesure de réagir avec souplesse à ces nouvelles menaces. Il s'agira d'examiner comment notre cadre de sanctions contre les cyberattaques peut être élargi et comment un nouveau régime de sanctions contre les attaques hybrides ciblant l'UE et ses États membres pourrait fonctionner.

Une Europe plus sûre et mieux sécurisée

L'un des droits les plus élémentaires est de se sentir en sécurité, en tout lieu et à tout moment. Or la criminalité organisée en Europe est en augmentation. Elle porte préjudice aux personnes, aux entreprises et à des économies entières, tout en enrichissant les criminels et les bandes.

La criminalité organisée ne doit pouvoir trouver aucun refuge en Europe, que ce soit hors ligne ou en ligne.

Je proposerai une **nouvelle stratégie de sécurité intérieure de l'UE**. Cette stratégie contribuera à ce que la sécurité soit intégrée dans la législation et les politiques de l'UE dès leur conception.

Nous devons doter les services répressifs d'outils adéquats et modernes qui permettent un accès licite aux informations numériques, tout en préservant les droits fondamentaux.

La plupart des groupes criminels sont actifs dans plus de trois pays de l'UE et naviguent sans cesse entre le monde physique et le monde numérique. Nous nous concentrerons sur le démantèlement des réseaux criminels à haut risque et sur leurs meneurs, notamment en révisant les règles actuelles relatives à la criminalité organisée.

Je proposerai de **faire d'Europol une agence de police véritablement opérationnelle** et d'augmenter ses effectifs de plus du double au fil du temps. Cette

évolution devrait s'accompagner d'un renforcement du contrôle dont cette agence fait l'objet et d'un élargissement de son mandat. Nous devons consolider sa capacité à seconder les services répressifs nationaux.

Nous devons également faire en sorte que ces criminels soient traduits en justice. Le renforcement du **mandat d'arrêt européen** permettra aux autorités judiciaires de collaborer plus étroitement pour contribuer à la réalisation de cet objectif.

Il nous faut également réfléchir aux domaines dans lesquels le **Parquet européen** aura besoin de pouvoirs accrus pour se pencher sur les formes graves de criminalité transfrontière, en particulier la corruption, qui a des répercussions sur les fonds de l'Union et ne peut pas être traitée par les seuls États membres.

Cette approche plus ferme à l'égard de la criminalité revêtira une importance particulière pour ce qui concerne l'augmentation du trafic de drogue en Europe, qui continue de provoquer des tragédies personnelles et demeure une source de financement d'autres activités criminelles.

Nous présenterons un nouveau **plan d'action de l'UE contre le trafic de drogue** et nous nous emploierons, avec nos partenaires, à fermer les itinéraires d'acheminement de la drogue et à mettre fin aux modèles économiques des trafiquants. Cela accompagnera une **stratégie portuaire européenne** élargie axée sur la sécurité, la compétitivité et l'indépendance économique et qui s'appuiera sur les travaux de l'alliance des ports européens

La récente flambée d'attentats terroristes nous rappelle également la persistance de la menace que représentent les réseaux organisés ou les acteurs isolés qu'ils inspirent.

Il est temps de nous doter d'un **nouveau programme de lutte antiterroriste** pour

faire face aux menaces nouvelles et émergentes, comme la dimension «en ligne» ou l'évolution du paysage sécuritaire mondial, et d'adopter une approche plus ferme à l'égard du financement du terrorisme et de la lutte contre la radicalisation.

Enfin, notre approche unie de la sécurité devrait s'articuler autour d'un nouveau **système de communication critique de l'UE** à l'usage des autorités publiques chargées de la sécurité et de la sûreté. Cela s'inscrira dans les actions que nous mènerons pour améliorer la coopération opérationnelle quotidienne en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité et visant à sauver des vies dans les situations d'urgence.

Des frontières communes renforcées

Les côtes et les frontières communes de l'Europe sont franchies, chaque jour, par des millions de personnes à des fins d'affaires, de travail, d'études et de tourisme. Nous devons rendre nos frontières plus sûres et leur franchissement plus fluide. Les citoyens veulent se sentir en sécurité sans patienter trop longtemps.

Nous allons faire de l'UE la destination de voyage la plus avancée au monde, grâce à une **gestion numérique européenne pleinement opérationnelle des frontières**.

Cependant, nous devons également sécuriser davantage nos frontières afin d'empêcher les franchissements irréguliers de celles-ci et de protéger l'UE contre la montée des menaces hybrides et d'autres menaces pour la sécurité.

Ces dernières années, l'Europe a été sollicitée pour réagir aux pressions à ses frontières, qu'il s'agisse de Lampedusa, de la frontière de la Pologne avec la Biélorussie, des frontières des États baltes et de la Finlande, des îles Canaries, de Chypre ou d'autres territoires.

À chaque fois, nous avons été en mesure de réagir, et à chaque fois, nous avons renforcé

nos frontières. Mais il nous faut une approche plus robuste et plus agile.

Nous agirons selon **une approche de gestion intégrée des frontières**. Nous renforcerons Frontex, notamment afin qu'elle s'équipe d'une technologie de pointe en matière de surveillance et de connaissance de la situation et qu'elle se dote de ses propres équipements et de son propre personnel pour pouvoir protéger nos frontières en toutes circonstances en prévoyant des mécanismes robustes de gouvernance et dans le plein respect des droits fondamentaux.

À cette fin, je proposerai de **tripler le nombre de garde-frontières et de garde-côtes européens** pour le porter à 30 000.

Nous nous montrerons intransigeants envers ceux qui menacent la sécurité de nos frontières et de nos citoyens en lançant des attaques hybrides. Les acteurs hostiles qui poussent des personnes à franchir les frontières extérieures de l'UE à des fins politiques devraient être reconnus comme une menace pour notre sécurité et être sanctionnés.

Nous redoublerons également d'efforts pour collaborer davantage avec les États non-membres de l'UE en matière de sécurité des frontières, notamment en élaborant une **stratégie de l'UE relative à la politique des visas** afin de mieux sécuriser les frontières et de mieux gérer les migrations.

Enfin, il est d'une importance capitale pour la sécurité des frontières de garantir **un espace Schengen de libre circulation complet et pleinement opérationnel**. Cela nous permettra de supprimer les contrôles aux frontières intérieures qui subsistent.

La Bulgarie et la Roumanie ont démontré leur capacité en matière de gestion des frontières et de retour. Ces deux États sont prêts et devraient pouvoir bénéficier pleinement de l'espace Schengen.

Agir de manière équitable et ferme en matière de migration

La migration est un défi européen auquel il convient d'apporter une solution européenne. Cela explique pourquoi il était si important que nous concrétisions le **pacte sur la migration et l'asile**.

Le pacte nous aidera à protéger les personnes, à sécuriser nos frontières, à assurer le respect de procédures équitables et efficaces et à gérer la migration de manière ordonnée, en mettant l'accent sur la solidarité.

Nous nous attacherons conjointement à **mettre en œuvre tous les volets du pacte**, et nous épaulerons davantage les États membres afin qu'ils disposent de l'expertise, de la capacité opérationnelle et financière dont ils ont besoin pour concrétiser les engagements juridiques, y compris en investissant dans notre prochain budget à long terme.

La mise en œuvre du pacte est un processus dynamique, et non ponctuel. Nous avons besoin d'une **stratégie européenne en matière de migration et d'asile** pour définir notre vision tournée vers l'avenir et nous adapter aux défis futurs.

Nous soumettrons une **nouvelle approche commune en matière de retour**, dotée d'un nouveau cadre législatif afin d'accélérer et de simplifier la procédure, d'assurer des retours dans la dignité, de numériser la gestion des dossiers et de veiller à ce que les décisions de retour bénéficient d'une reconnaissance mutuelle dans toute l'Europe.

Nous continuerons de développer **des relations stratégiques en matière de migration et de sécurité** avec les États non-membres de l'UE, en particulier les pays d'origine et de transit.

Dans le cadre d'un **nouveau pacte pour la Méditerranée**, nous développerons nos partenariats stratégiques existants et

œuvrerons à de nouveaux partenariats assortis de responsabilités et de résultats à atteindre clairs. Nous travaillerons dans les domaines d'intérêt commun, depuis les investissements dans l'éducation, les infrastructures et l'économie au sens large jusqu'aux partenariats destinés à attirer les talents, en passant par les voies légales d'accès. Nous intensifierons notre travail en matière de retour, de prévention de la migration illégale et de lutte contre le trafic d'êtres humains. Je veillerai à une plus grande transparence vis-à-vis du Parlement européen en ce qui concerne ces accords.

Nous poursuivrons également notre réflexion sur de nouveaux moyens de lutter contre la migration illégale, tout en respectant le droit international et en garantissant des solutions durables et équitables aux migrants eux-mêmes.

L'Europe a toujours rempli ses obligations internationales par le passé – et elle n'y dérogera jamais **Nous respecterons toujours les droits de l'homme** et nous veillerons à ce que ceux qui ont le droit de rester puissent le faire, et à ce qu'ils puissent recevoir le soutien indispensable pour s'intégrer dans nos communautés.

Chaque vie perdue en Méditerranée est une vie de trop. Il nous faut une coordination renforcée des opérations de sauvetage, y compris avec les pays tiers voisins, et un renforcement des capacités de surveillance de Frontex.

Nous n'accepterons jamais que les passeurs et les trafiquants d'êtres humains soient ceux qui décident de qui vient en Europe et dans quelles circonstances. Il n'y aura **aucune impunité pour les passeurs et les trafiquants d'êtres humains.**

Nous briserons leur modèle économique en collaborant avec des partenaires internationaux au sein de l'Alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants et en prenant des mesures fermes contre l'économie souterraine européenne.

Nous prendrons des mesures pour que les migrants ne soient pas exploités sur notre marché du travail et bénéficient de bonnes conditions de travail. Nous perturberons les activités des auteurs de ces infractions et poursuivrons ceux-ci, en adoptant une approche «Follow the money» («Suivez l'argent») pour lutter contre les profits illégaux, notamment par une coopération renforcée dans le domaine de la confiscation d'avoirs. Nous **renforcerons les capacités d'Europol** dans ce domaine.

Cette approche juste et ferme de la gestion des migrations nous permettra d'ouvrir des **voies légales d'accès.**

Nous soutiendrons les États membres et les entreprises **par une migration légale fondée sur les besoins en compétences de nos économies et de nos régions.** Nous contribuerons à faire correspondre les compétences des ressortissants de pays tiers aux pénuries sur le marché du travail en Europe et nous ferons en sorte qu'il soit plus facile d'attirer les talents appropriés grâce à des règles harmonisées en matière de reconnaissance des qualifications.

Soutenir les personnes et renforcer nos sociétés et notre modèle social

L'Europe se caractérise par une qualité de vie unique, qui est à la fois un avantage concurrentiel pour notre économie et un pilier essentiel de notre société, au sens où personne ne doit être laissé de côté.

Toutefois, les crises de ces dernières années ont eu un impact direct sur la qualité de vie de nombreux Européens, qu'il s'agisse du coût de la vie, du logement et de l'énergie, de l'équité en matière de revenus ou de divisions et d'inégalités au sein de notre société.

Nos sociétés et nos économies continuant d'évoluer – et ces évolutions étant de plus en plus rapides – nous devons concentrer nos efforts sur la préservation et l'amélioration de cette qualité de vie unique qui est la nôtre. Nous devons restaurer l'unité de notre société et veiller à ce que chacun y trouve son compte, grâce à l'égalité des chances et à des emplois de qualité.

C'est en cela que consiste notre mode de vie européen. Et nous devons toujours le promouvoir.

L'équité sociale dans une économie moderne

Le mode de vie européen repose sur les protections et les opportunités qu'offrent notre modèle social et notre économie sociale de marché.

C'est pourquoi il est si important que les principes du socle européen des droits sociaux deviennent une réalité dans toute l'Union, dans le respect du modèle social de chaque pays.

Nous avons besoin d'une nouvelle impulsion dans des domaines qui requièrent des progrès

plus marqués; ces travaux s'inscriront dans le cadre d'un nouveau **plan d'action pour la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux**.

Il inclura des initiatives pour étudier l'incidence du numérique sur le monde du travail, qui va de la gestion de l'IA au télétravail, et l'impact sur la santé mentale d'une culture de «l'hyperconnexion». Les nouvelles formes de travail ne devraient pas se traduire par une diminution des droits; je proposerai donc d'instaurer un droit à la déconnexion.

Même si nos industries et nos économies évoluent, les personnes, et leur emploi, doivent toujours rester au cœur de notre économie sociale de marché. Nous devons garantir **une transition juste pour tous**.

C'est pourquoi je présenterai une **feuille de route pour des emplois de qualité**, définie en accord avec les partenaires sociaux, afin d'assurer aux travailleurs salariés comme aux indépendants l'équité salariale, de bonnes conditions de travail, des formations et une transition professionnelle équitable, notamment en élargissant le champ des négociations collectives.

Et nous **augmenterons significativement nos financements en faveur d'une transition juste dans le prochain budget à long terme**.

Cela s'inscrira dans le cadre d'un engagement renouvelé en faveur d'un renforcement du dialogue social européen en cette période d'évolutions économiques et sociales. Avec les syndicats et les employeurs européens, nous mettrons en

place au début de l'année 2025 un nouveau **pacte pour le dialogue social européen**.

Il fera partie de notre effort pour aider les citoyens à bénéficier des protections et services essentiels dont ils ont besoin, au même titre que la lutte contre les causes profondes de la pauvreté, grâce à la **toute première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté**.

Dans ce contexte, nous renforcerons la garantie pour l'enfance afin de prévenir et de combattre l'exclusion sociale, par l'éducation, les soins de santé et d'autres services publics essentiels.

Nous devons de toute urgence résoudre la crise du logement à laquelle sont confrontés des millions de familles et de jeunes.

Le pourcentage du revenu des ménages consacré au logement a augmenté de manière spectaculaire. L'on assiste à une flambée des loyers et des prix des logements. En outre, l'important déficit d'investissement dans des logements sociaux et abordables ne fait que se creuser.

Pour aider les États membres à résoudre ces problèmes, je désignerai un commissaire dont le portefeuille inclura le logement, et je présenterai un tout premier **plan européen pour des logements abordables**.

Ce plan s'attaquera aux facteurs de pénurie structurels, il définira une stratégie pour la construction de logements, il offrira une assistance technique aux villes et aux États membres et il mettra l'accent sur l'investissement.

Nous travaillerons, avec la Banque européenne d'investissement, à la création d'une **plateforme paneuropéenne d'investissement pour des logements abordables et durables**, afin d'attirer davantage d'investissements privés et publics.

Dans un premier temps, nous proposerons immédiatement l'injection de liquidités sur le marché, en autorisant les États membres à doubler les investissements prévus dans le logement abordable au titre de la politique de cohésion.

Nous réviserons aussi nos règles en matière d'aides d'État, afin de permettre la mise en œuvre de mesures d'aide au logement, notamment en faveur de logements sociaux, abordables et économes en énergie.

Un élément central à cet égard sera le déploiement rapide et efficace du **Fonds social pour le climat**, qui facilitera notamment les rénovations et l'accès à des logements abordables et économes en énergie.

Il y a quatre ans, j'ai donné le coup d'envoi du **nouveau Bauhaus européen**, qui associe la durabilité à l'inclusion, au caractère abordable, à la créativité et à l'innovation. Et nous allons à présent élargir cette communauté.

Nous devons également combattre les autres inégalités qui mettent à l'épreuve la cohésion de nos sociétés. Nous nous **attaquerons aux causes profondes du changement démographique** et nous nous adapterons à de nouvelles réalités. Dans les années à venir, l'Europe sera en effet confrontée à différents défis allant des retraites aux services publics et des pénuries de main-d'œuvre à la viabilité des finances publiques et aux disparités entre les générations et entre les régions.

Nous aurons en ligne de mire l'accroissement de la participation au marché du travail, en particulier des femmes et des jeunes, la réduction des disparités régionales, afin que ceux qui le souhaitent puissent rester dans leur région d'origine, et l'aide aux jeunes parents, afin qu'ils parviennent à un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée.

Les régions resteront au centre de nos travaux.

Nous avons besoin d'une **politique de cohésion et de croissance renforcée**, centrée sur les régions. Elle doit être conçue en partenariat avec les autorités nationales, régionales et locales. Nous nous attaquerons aux disparités régionales et sociales et veillerons à ce que tous les citoyens aient effectivement **le droit de rester** là où ils sentent chez eux.

Dans ce cadre, nous devons mettre en œuvre des réformes et mobiliser des investissements afin de soutenir la mise en place de ce dont toute communauté a besoin pour prospérer: services publics et activités du secteur privé, éducation et compétences, transports et connectivité numérique.

Et nous tiendrons compte des **défis économiques et sociaux spécifiques que doivent relever les îles**, tels que le logement, les transports, l'eau et la gestion des déchets. Nos efforts continueront aussi de se porter sur les défis auxquels sont confrontées les régions ultrapériphériques.

Restaurer l'unité de nos sociétés, soutenir nos jeunes

L'un des enseignements tirés des dernières élections européennes est l'existence d'un malaise dans la société, qui est une source de divisions au sein de nos communautés et permet aux extrémistes de jouer sur les craintes des citoyens.

Nous œuvrerons à la sauvegarde des droits des personnes appartenant à des minorités en Europe.

Nous devons aussi veiller à ce que les décisions prises aujourd'hui ne nuisent pas aux générations futures et à ce qu'il y ait davantage de solidarité et de dialogue entre les générations. Afin de mener cette réflexion, je nommerai un commissaire chargé notamment de garantir **l'équité intergénérationnelle**.

Nous devons restaurer l'unité de notre **société**, par l'éducation et le soutien aux jeunes, et en nous appuyant sur les choses que nous avons en commun en tant qu'Européens.

Nous **renforcerons le programme Erasmus+**, notamment son volet de formation professionnelle, afin que davantage de personnes puissent en bénéficier. Il constitue en effet l'une des clés qui peut permettre aux citoyens de développer leurs compétences, de partager des expériences et de mieux se comprendre les uns les autres.

Cela s'inscrira dans le cadre d'un engagement plus large visant à donner aux jeunes davantage de liberté et de responsabilités au sein de nos sociétés et de nos démocraties.

Le nouveau collège ouvrira la voie.

Je demanderai à tous les commissaires d'organiser leurs premiers **dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse** dans les 100 premiers jours de leur mandat. Ces dialogues auront lieu chaque année.

Je veux être sûre que les jeunes pourront utiliser leur voix – leur propre voix – pour contribuer à façonner notre avenir.

C'est pourquoi je créerai un **comité consultatif des jeunes auprès de la présidence**, composé de jeunes de tous les États membres, qui me conseilleront sur des questions importantes pour les jeunes de leur communauté et agiront en tant que comité de réflexion sur les idées proposées par la Commission.

Je pense que la **protection de la santé mentale de nos enfants et de nos jeunes**, en particulier en ligne, fait partie des plus grands défis que nous aurons à relever au cours de cette décennie.

L'enfance et l'adolescence sont des périodes cruciales pour le développement du cerveau

et de la personnalité mais ce sont également celles où la vulnérabilité face aux effets néfastes des médias sociaux et de l'usage excessif des écrans est la plus importante. Nous devons engager, sur cette question, un débat ouvert et fondé sur des données probantes. C'est pourquoi nous lancerons une **enquête à l'échelle de l'UE sur les conséquences plus générales des médias sociaux sur le bien-être**.

Nous nous attaquerons aux pratiques contraires à l'éthique utilisées par les plateformes en ligne en prenant des mesures contre les **techniques de conception addictive des services en ligne** telles que le défilement infini, la lecture automatique par défaut ou les notifications *push* constantes. Nous combattons aussi résolument la multiplication des comportements abusifs en ligne en adoptant **un plan d'action contre le cyberharcèlement**.

Enfin, nous donnerons une place centrale aux éléments qui constituent notre mode de vie européen: notre culture et notre histoire. Je veux que les citoyens, en particulier les jeunes générations, puissent profiter plus facilement de la richesse et de la diversité de notre **patrimoine culturel**.

Une Union de l'égalité

Il y a cinq ans, nous nous sommes engagés à construire une Union de l'égalité. Je suis fière des progrès historiques réalisés. Toutefois, pour de trop nombreuses personnes, l'égalité n'est pas encore une réalité. Nous devons redoubler d'efforts pour que chacun puisse, indépendamment de ce qu'il est, vivre, s'épanouir et exercer des responsabilités.

C'est pourquoi je chargerai un **commissaire chargé de l'égalité** de proposer une stratégie actualisée sur l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ, d'élaborer une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme pour l'après-2025.

Nous **poursuivrons nos efforts quotidiens en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes**. C'est un domaine dans lequel nous avons réalisé des avancées historiques, allant de la représentation des femmes dans les conseils d'administration à la transparence des rémunérations. Cependant, nous observons également des phénomènes très inquiétants, tels que les fléaux que sont les féminicides et la violence à l'égard des femmes ou les obstacles empêchant les femmes de progresser dans leur carrière ou leur parcours éducatif.

Afin de renforcer notre engagement, nous proposerons une nouvelle **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes pour l'après-2025**. Elle contiendra notre plan pour conforter les droits des femmes dans tous les domaines, de la lutte contre les violences sexistes à l'autonomisation des femmes en politique et sur le marché du travail, dans l'ensemble de l'UE et dans toutes les institutions de l'UE.

Enfin, je suis favorable à l'idée d'une **feuille de route pour les droits de la femme** que nous présenterons à l'occasion de la prochaine Journée internationale des droits des femmes.

Préserver notre qualité de vie: sécurité alimentaire, eau et nature

La qualité de vie des Européens dépend d'un approvisionnement sûr et abordable en denrées alimentaires locales de qualité. **L'agriculture se trouve au cœur de notre mode de vie européen – et doit le rester.**

C'est grâce aux 9 millions d'exploitations agricoles européennes – et au secteur agroalimentaire au sens large – que l'Europe dispose des aliments les plus sains et de la qualité la plus élevée au monde. Il s'agit d'un atout stratégique, signifiant que l'Europe est vitale pour la sécurité alimentaire mondiale.

Nos agriculteurs et nos zones rurales sont de plus en plus sous pression, qu'il s'agisse des effets du changement climatique, de la concurrence mondiale déloyale, de la hausse des prix de l'énergie, du manque de jeunes agriculteurs ou des difficultés d'accès au capital. Dans le même temps, ils déploient d'énormes efforts pour contribuer à la transition écologique, par exemple au moyen de solutions fondées sur la nature.

Je souhaite poursuivre le dialogue avec les agriculteurs, les décideurs, la société civile, les parties prenantes et les citoyens afin que nous puissions bâtir un système agricole et alimentaire compétitif et résilient.

C'est pourquoi j'ai inauguré un dialogue stratégique sur l'agriculture, qui présentera prochainement son rapport. Sur la base de ces recommandations, je présenterai, au cours des 100 premiers jours, une **vision pour l'agriculture et l'alimentation**, qui examinera comment assurer la compétitivité et la durabilité à long terme de notre secteur agricole, dans les limites de notre planète.

À cet égard, il est **essentiel que les agriculteurs disposent d'un revenu équitable et suffisant**. Ils ne devraient pas être contraints de vendre systématiquement

leurs produits à des prix inférieurs aux coûts de production.

Je défendrai toujours une politique européenne des revenus pour les agriculteurs européens, et je veillerai à ce que le budget de l'UE et notre **politique agricole commune** soient ciblés et trouvent le juste équilibre entre les incitations, les investissements et la réglementation.

Nous devons permettre aux agriculteurs de travailler leurs terres sans bureaucratie excessive, soutenir les exploitations familiales et **récompenser les agriculteurs qui travaillent en harmonie avec la nature**, préservent notre biodiversité et nos écosystèmes naturels et contribuent à décarboner notre économie sur la voie du «zéro net» à l'horizon 2050.

Nous **soutiendrons la compétitivité de l'ensemble de notre chaîne de valeur alimentaire** par des investissements et des innovations au niveau des exploitations agricoles, mais aussi dans les coopératives, dans nos entreprises agroalimentaires et dans les nombreuses PME du secteur.

Les agriculteurs constituant souvent le chaînon le plus vulnérable, nous devons corriger les déséquilibres existants, renforcer leur position et les protéger davantage contre les pratiques commerciales déloyales.

Ensemble, nous montrerons que l'Europe protège sa propre **souveraineté alimentaire** et celles et ceux qui pourvoient aux besoins de tous.

Un tel raisonnement doit également s'appliquer à nos pêcheurs, hommes et femmes. Ils veillent à ce que la pêche demeure le poumon de nos communautés et économies côtières. Ils fournissent une offre

alimentaire saine sur les marchés locaux, nationaux et internationaux.

Je **nommerai un commissaire chargé de la pêche et des océans**, qui aura pour mission de faire en sorte que le secteur reste durable, compétitif et résilient, et de maintenir des conditions de concurrence équitables pour la chaîne de la pêche européenne.

Un **pacte européen pour les océans** mettra l'accent sur le renforcement de l'économie bleue et sur la nécessité d'assurer la bonne gouvernance et la durabilité de nos océans, dans toutes leurs dimensions.

Nous devons également continuer de **protéger la nature qui nous entoure**. Nos forêts et nos zones boisées, nos zones humides et nos prairies constituent non seulement nos paysages et notre cadre de vie en Europe, mais elles sont aussi essentielles pour réguler notre climat et assurer la sécurité alimentaire et hydrique.

Nous privilégierons les incitations et une mise en œuvre équitable et efficace, notamment en vue de respecter nos engagements internationaux en matière de biodiversité, tels que ceux pris au titre du **Cadre de Kunming-Montréal**.

Adaptation et préparation au changement climatique, et solidarité dans ce domaine

L'un des plus grands risques pour notre sécurité est l'impact du changement climatique. Les phénomènes météorologiques extrêmes continuent de ravager un nombre sans cesse croissant de régions en Europe; inondations, incendies et sécheresses frappent tout au long de l'année et sur tout le territoire de l'Union.

Grâce au mécanisme de protection civile de l'Union, du personnel, des avions et des hélicoptères venant des quatre coins de l'Europe contribuent à la lutte contre les

incendies de forêt et à gérer les conséquences dévastatrices des inondations, des tempêtes ou des sécheresses.

C'est un exemple de ce que l'Europe fait de mieux, dans la pratique. Mais nous savons que ces interventions devront être plus nombreuses et plus fréquentes à mesure que la planète se réchauffe et que les dommages causés à la vie, aux terres et aux biens deviennent plus fréquents, plus intenses et plus dévastateurs.

Nous avons besoin de ressources de meilleure qualité et d'un plus large accès à davantage d'actifs européens. Nous devons privilégier une approche englobant l'ensemble de la société et utiliser tous les outils nécessaires, y compris militaires.

Je pense que nous devons travailler à la mise en place d'un **mécanisme européen de défense civile**, qui tienne compte de tous les aspects de la gestion des crises et des catastrophes, ainsi que du renforcement de la résilience des communautés. Le rapport du président Niinistö servira de base pour ce faire.

Le climat de l'Europe se réchauffant plus vite que la moyenne mondiale, nous devons redoubler d'efforts en matière de **résilience et de préparation au changement climatique**.

Nous dresserons une cartographie des risques et des préparatifs nécessaires du point de vue des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, de la nourriture et des terres, dans les villes et les zones rurales, ainsi que des besoins en matière de données et de systèmes d'alerte précoce.

Cette initiative fera partie d'un **plan européen d'adaptation au changement climatique** destiné à soutenir les États membres, notamment dans leur préparation et leur planification, et à garantir une évaluation régulière des risques fondée sur des données scientifiques.

Cela doit aller de pair avec un **renforcement de la sécurité de l’approvisionnement en eau de l’Europe**. La ressource en eau, qui est indispensable à notre sécurité alimentaire, énergétique et économique, est soumise à une pression croissante du fait du changement climatique et de l’augmentation de la demande.

Nous avons besoin d’une nouvelle **stratégie européenne de résilience pour l’eau** qui nous assure une gestion correcte des sources et une réponse aux pénuries d’eau, et qui nous permette d’accroître l’avantage dont jouit notre secteur de l’eau en termes d’innovation et de concurrence et d’adopter une démarche d’économie circulaire. Dans ce cadre, nous serons à l’avant-garde des efforts d’atténuation et de prévention des situations de stress hydrique aigu dans le monde.

Protéger notre démocratie, défendre nos valeurs

La force de notre démocratie et la défense des valeurs dont découlent les libertés et les droits que nous chérissons seront décisives pour l'avenir de l'Europe dans un monde fracturé.

Protéger notre démocratie

Nos systèmes et institutions démocratiques sont menacés. Nous avons assisté à une augmentation du nombre de menaces émanant d'acteurs internes et étrangers, qu'il s'agisse de gouvernements hostiles ou d'acteurs non étatiques. Les techniques qu'ils utilisent sont désormais plus difficiles à détecter, elles causent davantage de dégâts et sont plus faciles à déployer à l'aide des outils numériques et des médias sociaux.

Cela traduit un changement profond de l'espace de l'information, où les contenus créés par les utilisateurs par l'intermédiaire des plateformes et poussés par des algorithmes prennent le pas sur les médias éditoriaux. Dans ce contexte, de nouvelles libertés apparaissent, mais il devient aussi moins onéreux de manipuler l'information et la Russie et d'autres acteurs peuvent ainsi facilement intensifier leur guerre de l'information.

Nous devons redoubler d'efforts pour protéger notre démocratie.

C'est pourquoi je proposerai un nouveau **bouclier européen de la démocratie**. Dans ce cadre, nous nous emploierons à lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères en ligne, en nous appuyant sur les exemples de Viginum en France ou de l'Agence suédoise de défense psychologique.

L'objectif est d'améliorer la conscience situationnelle, en détectant, en analysant et en luttant de manière proactive contre la

désinformation et la manipulation de l'information.

Nous nous concentrerons sur la **résilience et la préparation de la société**, en améliorant l'éducation au numérique et aux médias et en faisant appel à la réfutation préventive pour renforcer la prévention. Nous créerons un **réseau européen de vérificateurs de faits** qui sera disponible dans toutes les langues.

Nous continuerons aussi à **renforcer le contrôle de l'application de la législation dans le domaine numérique** afin que les informations manipulées ou trompeuses soient détectées, signalées et, le cas échéant, supprimées conformément au règlement sur les services numériques.

Enfin, nous **nous attaquerons également aux hypertrucages de plus en plus réalistes** qui ont influencé les élections dans toute l'Europe. Nous veillerons à ce que les exigences de transparence prévues par le règlement sur l'IA soient mises en œuvre et ferons en sorte d'avoir une approche plus ferme en ce qui concerne les contenus produits par l'IA.

Tout en protégeant notre démocratie, nous ne faillirons jamais à notre engagement constant à **préserver et à promouvoir la liberté d'expression**.

Renforcer l'état de droit

La démocratie et l'économie européennes reposent sur l'état de droit. C'est en vertu de ce principe que notre société fonctionne, que les droits soient défendus, que la corruption est punie et que les contrats sont appliqués.

L'état de droit s'applique dans tous les domaines. Il subit des atteintes un peu partout en Europe, à des degrés divers et pour différentes raisons.

Nous avons accompli un travail considérable au cours des cinq dernières années. Nous sommes désormais mieux armés que jamais pour traiter les problèmes liés à l'état de droit de manière objective — et de la même manière — dans tous les États membres. Mais nous avons également vu apparaître des signes alarmants.

Il sera de notre devoir d'œuvrer quotidiennement au renforcement de l'état de droit.

Nous continuerons à améliorer nos cycles de suivi et de rapports, et à consolider l'équilibre des pouvoirs, notamment en assurant le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

Le **rapport sur l'état de droit** a montré comment l'établissement d'un dialogue peut aider à accomplir des progrès. Nous devons à présent poursuivre l'élaboration régulière de ce rapport et veiller à ce qu'il aborde tous les problèmes liés à l'état de droit dans toute l'Europe.

Nous allons intégrer au rapport une dimension relative au marché unique afin de traiter les problèmes liés à l'état de droit qui touchent les entreprises, et en particulier les PME, qui exercent leurs activités par-delà les frontières. Nous incluons aussi d'autres pays en voie d'adhésion dans le rapport sur l'état de droit au fur et à mesure qu'ils seront prêts.

Nous investirons dans le respect de l'état de droit. Je proposerai que des fonds de l'UE soient également consacrés à des mesures nationales, par exemple en matière de lutte contre la corruption, et à la protection des intérêts financiers de l'UE.

Le respect de l'état de droit est un impératif pour l'octroi de fonds de l'UE.

Pour ce faire, nous établirons un lien plus étroit entre les recommandations du rapport sur l'état de droit et le soutien financier. Et nous veillerons à ce que le futur budget à

long terme comporte de solides mesures de sauvegarde concernant l'état de droit — notamment le **régime général de conditionnalité** —, applicables à tous les fonds de l'UE.

Nous tirerons également des enseignements de NextGenerationEU, qui a montré comment le budget peut être lié aux réformes qui renforcent l'état de droit.

Le contrôle du respect de la législation par l'intermédiaire de procédures d'infraction et une application renforcée du **mécanisme de l'article 7** doivent continuer à être utilisés efficacement, y compris dans une future Union élargie.

L'un des principes fondamentaux de l'état de droit — et, plus largement, de la démocratie — est la **liberté des médias**.

Dans un monde où le temps médiatique s'accélère et où la désinformation ne cesse de croître, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir la liberté des médias dans toute l'Union.

Nous mettrons en œuvre la législation européenne sur la liberté des médias et **apporterons un soutien et une protection accrus aux médias et aux journalistes indépendants**, en luttant énergiquement contre les actes de pression et les comportements contraires à l'éthique.

Placer les citoyens au cœur de notre démocratie

La conférence sur l'avenir de l'Europe — et le succès des panels de citoyens européens — ont constitué des avancées majeures vers une démocratie plus délibérative et la participation des citoyens au-delà des élections ou de la vie politique.

Il faut à présent **que la participation des citoyens devienne une pratique courante dans l'ensemble de l'UE**.

Chaque année, nous choisirons des domaines d'action et des propositions pour lesquels les recommandations formulées par un **panel de citoyens européens** auraient la plus grande valeur ajoutée. Nous donnerons suite à leurs recommandations, telles que celles du panel de 2024 sur la **lutte contre la haine dans la société**.

Dans le même esprit, nous **intensifierons également notre dialogue avec les organisations de la société civile** qui ont une expertise et un rôle important à jouer dans la défense de questions sociétales spécifiques et des droits de l'homme.

Nous devons veiller à ce que les travaux des organisations de la société civile soient mieux protégés.

Avec les conseillers locaux, nous étudierons également l'engagement des citoyens afin de mieux comprendre dans quelle mesure l'Europe a un effet sur la vie quotidienne. En collaboration avec le Comité des régions, nous travaillons déjà avec un réseau de plus de 3 000 conseillers locaux, et nous devrions renforcer ce réseau au cours des cinq prochaines années.

L'Europe dans le monde: user de notre puissance et de nos partenariats

Le monde est plus dangereux qu'il ne l'a été depuis des générations et, dans ce contexte, l'Europe doit s'affirmer davantage dans la poursuite de ses intérêts stratégiques.

La guerre d'agression menée par la Russie — entraînée par le désir impérialiste de Poutine de détruire l'Ukraine et son avenir européen — s'inscrit dans le cadre d'une attaque plus large et systématique contre l'Europe, nos valeurs et l'ordre international fondé sur des règles.

L'Ukraine se bat chaque jour pour notre liberté, et nous devons œuvrer en faveur de sa liberté également.

Cela restera notre priorité absolue tant à l'échelon intérieur qu'à l'échelon international, avec la mobilisation de partenaires pour aider à répondre aux besoins à court terme et soutenir les efforts de reconstruction à long terme.

Nous ne pouvons pas voir cette guerre sur le sol européen comme un fait isolé. C'est un moment de fracture pour le monde. L'histoire de ces dernières années constitue une déclaration d'intention de la part d'une nouvelle ligue de dirigeants autoritaires – de l'Iran à la Russie en passant par la Corée du Nord, entre autres – qui œuvrent à semer la division et à créer un ordre international alternatif fondé sur des cartes redessinées, des idées impérialistes et des sphères d'influence.

La guerre à Gaza et la déstabilisation du Moyen-Orient dans son ensemble entraînent des effusions de sang et de l'instabilité dans toute la région. Les coups d'État et les conflits s'intensifient dans le monde entier.

Nous sommes entrés dans une ère de rivalités géostratégiques.

La posture plus agressive et la concurrence économique déloyale de la Chine, son amitié « sans limites » avec la Russie, ainsi que la dynamique de ses relations avec l'Europe, traduisent un passage de la coopération à la concurrence. Nous assistons à une instrumentalisation belliqueuse de toutes les politiques, de l'énergie au climat en passant par la migration. En conséquence, notre ordre international fondé sur des règles est en train de s'éroder, et nos institutions mondiales sont devenues moins efficaces.

Cette nouvelle réalité persistera quel que soit le résultat des élections qui auront lieu dans le monde ces prochains mois. Notre **nouvelle politique étrangère et de sécurité** doit être conçue en gardant à l'esprit cette réalité sans filtre.

Le point de départ doit consister à collaborer avec des partenaires et des amis partageant les mêmes valeurs au sein du G7 et au-delà. Dans cet esprit, nous nous emploierons à **renforcer les relations avec le Royaume-Uni** sur des questions d'intérêt commun telles que l'énergie, la sécurité, la résilience et les relations entre les gens.

Je travaillerai en étroite collaboration avec le/la haut(e) représentant(e)/vice-président(e) pour veiller à coordonner notre action extérieure.

L'élargissement comme impératif géopolitique

Les célébrations du 20^e anniversaire de la plus grande vague d'adhésions qu'ait connue l'Union nous ont permis de réfléchir à la réussite qu'a constitué cet élargissement, pour l'Union comme pour les pays concernés.

C'est un nouvel appel de l'Histoire, et l'Europe doit faire un choix clair pour son avenir.

Je crois que poursuivre l'achèvement de notre Union est un impératif moral, politique et géostratégique, conforme à la promesse que nous avons faite par nos traités.

Dans un monde de grandes puissances, une Union plus grande et plus forte nous confère davantage de poids géopolitique et d'influence sur la scène mondiale. Elle contribue à réduire nos dépendances, à améliorer notre résilience et à renforcer notre compétitivité. Elle nous donne plus de sécurité et peut contribuer à ancrer la démocratie, la stabilité et l'état de droit dans toute l'Europe.

Toutefois, le chemin ne sera pas facile.

L'adhésion à l'UE sera toujours un processus fondé sur le mérite, et chaque candidat sera évalué sur la base de ses propres progrès vers le respect de l'ensemble des critères.

Nous intensifierons notre soutien à la préparation des pays candidats, notamment en utilisant les investissements et les réformes prévus par le plan de croissance pour les Balkans occidentaux et par la facilité pour l'Ukraine. Cela contribuera à intégrer ces pays dans certaines parties de l'acquis de l'UE et du marché unique et les habituera à la manière d'utiliser les fonds de l'UE.

L'état de droit et les valeurs fondamentales resteront les pierres angulaires de la politique d'élargissement de l'UE, et constitueront les fondements de notre future Union réformée et élargie.

Pour piloter ces travaux, je nommerai un(e) commissaire spécialement chargé(e) de l'élargissement.

Beaucoup ont mis en doute la capacité de l'UE à intégrer en 2004 un grand nombre d'États membres, tous dotés de forces, de structures économiques et de tailles de

population différentes. Mais l'UE a relevé le défi, en se préparant sur le plan interne et intégrant les pays à un stade précoce.

L'Europe relèvera ce défi une fois de plus.

Une approche plus stratégique à l'égard de nos pays voisins

Cette approche plus ciblée de l'élargissement devrait s'accompagner d'une approche plus ciblée en ce qui concerne notre voisinage élargi, en particulier la Méditerranée.

Je nommerai un ou une **commissaire pour la Méditerranée**, qui aura pour missions l'investissement et les partenariats, la stabilité économique, la création d'emplois, l'énergie, la sécurité, la migration et d'autres domaines d'intérêt mutuel, dans le respect de nos valeurs et principes. Il ou elle travaillera en étroite collaboration avec le/la haut(e) représentant(e)/vice-président(e).

Le **nouveau pacte pour la Méditerranée** remodelera cette relation essentielle et donnera un signal politique clair de partenariat dans un monde plus contesté et instable.

Au-delà, **l'Europe doit jouer un rôle actif au Proche-Orient**, dans l'intérêt de toutes les parties et de la stabilité de la région.

Nous devons continuer à prendre part à tous les efforts diplomatiques pour parvenir à une **résolution juste et globale du conflit en cours à Gaza**.

Il est impératif de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme aux tragiques pertes de vies humaines. Cela signifie œuvrer à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à la libération de tous les otages et à une augmentation notable et durable des flux d'aide humanitaire vers Gaza.

Il nous faut un cessez-le-feu durable, et une vision à plus long terme. Sur la base de réformes convenues, nous travaillerons à

l'élaboration d'un train de mesures de soutien pluriannuel en faveur d'une Autorité palestinienne effective et contribuerons à préparer la réalisation d'une solution fondée sur la coexistence de deux États. La solution fondée sur la coexistence de deux États est le meilleur moyen d'assurer la sécurité tant des Israéliens que des Palestiniens.

Ces actions s'inscriront plus largement dans le cadre d'une **stratégie globale UE/Proche-Orient** en vue du « lendemain » de la guerre à Gaza. Cette stratégie devrait en premier lieu promouvoir la solution à deux États et renforcer les partenariats avec les acteurs régionaux clés.

Une nouvelle politique économique étrangère

Dans le monde d'aujourd'hui, la géopolitique et la géoéconomie vont de pair. La politique étrangère et la politique économique de l'Europe doivent faire de même.

La puissance commerciale et l'ouverture économique de l'Europe sont essentielles à notre prospérité: elles permettent d'ouvrir de nouveaux marchés à nos entreprises, d'offrir une sélection plus large de biens durables aux consommateurs et d'amener de nouveaux investissements à nos industries.

C'est d'autant plus important dans un monde marqué par la lutte pour l'avance technologique, par l'instrumentalisation belliqueuse des dépendances économiques et par le rétrécissement de la ligne qui sépare économie et sécurité. Nous devons être lucides quant à ces risques.

Il nous faut une nouvelle politique économique étrangère pour répondre aux réalités d'aujourd'hui.

Les trois axes centraux de cette politique seront la sécurité économique, le commerce et l'investissement dans des partenariats.

Premièrement, la Commission développera en priorité **la sécurité économique et les politiques économiques de l'Europe.**

Il s'agit de renforcer notre compétitivité sur le plan intérieur et d'investir dans des capacités de recherche sur les technologies stratégiques et à double usage qui sont essentielles pour notre économie et notre sécurité.

Dans le même temps, nous devons **davantage nous affirmer pour protéger notre économie** contre les fuites de technologies essentielles et les problèmes de sûreté. Cet enjeu est particulièrement crucial lorsqu'il s'agit de pays qui sont également des concurrents stratégiques et des rivaux systémiques.

Nous agissons sur la base d'une évaluation lucide des risques et de notre principe consistant à **réduire les risques (de-risking) plutôt qu'à se distancier.**

Nous achèverons le réexamen du cadre de l'UE pour le filtrage des investissements directs étrangers, nous bâtirons une approche véritablement coordonnée en matière de contrôle des exportations et nous traiterons les risques liés aux investissements sortants. Nous élaborerons des normes de sécurité économique pour les chaînes d'approvisionnement essentielles avec nos partenaires du G7 et d'autres partenaires partageant les mêmes valeurs.

Le deuxième pilier de notre politique économique étrangère, c'est le commerce.

Nous continuerons d'approfondir nos liens de commerce libre et équitable avec les centres de croissance et nos partenaires du monde entier, en veillant à la réciprocité et à des conditions de concurrence équitables.

Afin de nous assurer l'accès à ce dont nous avons besoin pour construire des chaînes d'approvisionnement diversifiées et résilientes, nous développerons également

une nouvelle série de partenariats de commerce et d'investissement propres et approfondirons nos relations en matière de **minerais et matières premières critiques**.

À cette fin, nous devons maintenir et améliorer le commerce fondé sur des règles, notamment grâce à une **Organisation mondiale du commerce réformée et renforcée**.

Dans le même temps, nous serons plus ambitieux dans l'exécution de nos accords commerciaux et utiliserons l'ensemble de nos **instruments de défense commerciale** chaque fois que nécessaire.

Le troisième volet de notre politique économique étrangère, ce sont les partenariats, et les investissements communs dans nos intérêts et nos partenaires via « Global Gateway », notre stratégie pour les investissements dans des projets d'infrastructure dans le monde.

Nous ferons **passer la stratégie Global Gateway au niveau supérieur** en proposant à nos partenaires une offre intégrée, portant notamment sur les investissements dans les infrastructures, sur les échanges et sur un soutien macroéconomique.

Cela se fera selon une approche « Équipe Europe », qui mobilisera les États membres, les banques publiques de développement et les institutions de financement du développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, les organismes de crédit à l'exportation et le secteur privé.

C'est ainsi que nous voulons **créer des partenariats à long terme mutuellement bénéfiques**, en investissant dans un avenir commun et en nous engageant sur le long terme.

Cela implique aussi de collaborer dans des domaines d'intérêt mutuel avec les pays et

les économies de la région indo-pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

La région indo-pacifique a acquis une importance déterminante pour l'avenir du monde. À partir de notre stratégie existante, nous approfondirons notre dialogue avec nos partenaires de la région. Nous proposerons un nouveau **programme stratégique UE-Inde** et renforcerons notre coopération avec l'ASEAN.

Nous coopérerons aussi avec le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, avec lesquels nous partageons des défis communs en matière cyber, dans le domaine spatial et en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement en minerais et technologies critiques. Il s'agit notamment de réaliser des efforts collectifs pour déployer toute la gamme de nos moyens politiques combinés afin de dissuader la Chine de modifier unilatéralement le statu quo par des moyens militaires, en particulier en ce qui concerne Taïwan.

Nous avons besoin d'un **nouvel élan dans notre partenariat avec l'Afrique** dans la perspective du prochain sommet UE-Union africaine qui se tiendra en 2025. À l'aide de Global Gateway, nous stimulerons les investissements dans les corridors de transport, les ports, la production d'énergie renouvelable, la production d'hydrogène vert et les chaînes de valeur des matières premières.

Nous travaillerons ensemble pour répondre aux préoccupations de l'Afrique, allant de la réforme des institutions internationales aux incidences du changement climatique, de la démographie et des migrations sur nos continents.

Nous approfondirons la coopération entre l'UE et l'**Amérique latine et les Caraïbes** au moyen d'investissements dans le cadre de Global Gateway et d'une coopération sur nos intérêts communs, qui vont de la sécurité à l'énergie.

Refaçonner le multilatéralisme pour le monde d'aujourd'hui

L'Europe défendra toujours l'ordre international fondé sur des règles, dans lequel les lois et les normes sont plus fortes que le pouvoir et les conflits. C'est le fondement de notre Union, et ce sera le fondement de notre avenir.

Cependant, nous devons également reconnaître les préoccupations légitimes de nos partenaires dans le monde qui estiment que le système actuel n'a pas été conçu par eux et ne fonctionne pas pour eux.

Je souhaite que l'Europe joue un rôle de premier plan dans la réforme du système international.

Cela commencera bientôt avec le **Sommet de l'avenir organisé par les Nations unies** pour œuvrer à une représentation plus équitable de toutes les régions et pour traiter

de questions liées au développement et à la dette.

Nous devrions saisir cette occasion pour adapter notre système international au monde d'aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne les enjeux numériques pour lesquels des garanties solides et une nouvelle forme de gouvernance sont nécessaires.

Il nous faut également mieux écouter nos partenaires pour lesquels la législation européenne a des incidences, en particulier celles liées au pacte vert pour l'Europe, et mieux répondre à leurs préoccupations.

Nous devons procéder de manière plus systématique pour ce qui est d'analyser les impacts de nos lois sur les États non-membres de l'UE, et nous devons les aider de manière plus ciblée à s'y adapter et à en tirer parti.

Atteindre les objectifs ensemble et préparer notre Union pour l'avenir

Ces cinq dernières années, l'Europe s'est attelée à un ambitieux programme de modernisation. Nous devons à présent nous concentrer sur sa mise en œuvre et sur les investissements et les réformes nécessaires pour préparer notre avenir. Cela vaut pour toutes les priorités énoncées dans les orientations que je viens de vous présenter, et un travail d'équipe de la part de toutes les institutions et de tous les États membres sera nécessaire pour y parvenir.

Un nouveau budget à la hauteur de nos ambitions

Le budget européen améliore la qualité de vie et les moyens de subsistance des citoyens, des agriculteurs, des chercheurs, des entreprises et des régions dans toute l'Europe et au-delà.

Ces dernières années, nous avons pu constater à nouveau l'importance de ce budget, que ce soit pour réagir à la pandémie, gérer la crise de l'énergie ou soutenir l'Ukraine.

Nous nous sommes mis d'accord sur le programme SURE afin de contribuer à sauver quelque 40 millions d'emplois dans l'ensemble de l'Union, sur NextGenerationEU pour investir dans l'économie de l'avenir, et sur REPowerEU pour contribuer à faire baisser les prix de l'énergie et élargir nos approvisionnements à la suite du chantage exercé par Poutine.

Et lorsque nous avons eu besoin de financements essentiels pour des priorités urgentes, nous nous sommes entendus sur la toute première révision à mi-parcours de notre budget.

Tous ces exemples montrent qu'il est possible de faire beaucoup avec le budget

européen pour parvenir à des résultats là où cela compte le plus. Nous devons désormais veiller à utiliser au mieux cette capacité financière au cours des prochaines années.

Cette expérience a aussi été riche d'enseignements – notamment la nécessité, s'agissant de nos dépenses, d'allier **simplicité et souplesse, rapidité et orientation stratégique**.

Les dépenses réalisées au niveau européen au cours de la période budgétaire actuelle soutiennent la comparaison par rapport à celles de nos concurrents, même sans tenir compte des dépenses nationales. Elles sont toutefois réparties sur un trop grand nombre de programmes qui se chevauchent – et dont beaucoup financent les mêmes choses, mais avec des exigences différentes et en créant des difficultés à combiner efficacement les financements. Nous devons mieux concentrer nos dépenses de l'UE sur nos priorités communes.

Il nous faut une nouvelle approche pour un budget européen moderne et renforcé.

Dans cette optique, je proposerai en 2025 un nouveau budget à long terme, qui sera:

plus ciblé en fonction de nos priorités et de nos objectifs, et orienté de manière flexible vers les domaines où l'action de l'UE est la plus nécessaire. Je veux un budget fondé sur des politiques et non un budget fondé sur des programmes.

plus simple dans son fonctionnement – avec moins de programmes et un plan pour chaque pays, liant les réformes clés et les investissements, et mettant l'accent sur nos priorités communes, notamment la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale.

plus percutant, notamment grâce à un Fonds européen pour la compétitivité et à une meilleure utilisation de notre budget afin de mobiliser davantage de financements nationaux, privés et institutionnels.

Le respect de l'état de droit est – et restera – un impératif pour l'octroi de fonds de l'UE.

Nous devons aussi **repenser le financement de notre action extérieure** pour qu'il soit plus ciblé, qu'il ait plus d'impact pour nos partenaires et qu'il corresponde mieux à nos intérêts stratégiques.

Cette ambition passe par **le renforcement et la modernisation des recettes qui alimentent le budget de l'UE**. De nouvelles ressources propres seront nécessaires pour assurer un financement suffisant et durable pour nos priorités communes.

Un programme ambitieux de réformes pour l'Europe

Si des réformes étaient nécessaires auparavant, l'élargissement les rend indispensables.

Je crois que nous avons besoin d'un **programme ambitieux de réformes** pour assurer le bon fonctionnement d'une Union élargie, nous donner les moyens de relever les défis géopolitiques et améliorer la légitimité démocratique, notamment grâce à la participation des citoyens. Il s'agit notamment de continuer à donner suite aux conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Je pense que nous avons besoin d'une modification des traités là où elle peut améliorer notre Union.

Nous devons aussi nous servir de l'élargissement comme catalyseur de progrès en ce qui concerne notre capacité d'action, nos politiques et nos programmes de dépenses.

Au moment de l'adhésion, tant l'UE que les futurs États membres devraient être prêts. Nous devrions avancer de part et d'autre en parallèle. L'UE doit s'approfondir et s'élargir au même rythme.

Au cours des 100 premiers jours, nous présenterons nos **réexamens des politiques préalables à l'élargissement**, en mettant l'accent sur des secteurs tels que l'état de droit, le marché unique, la sécurité alimentaire, la défense et la sécurité, le climat et l'énergie, les migrations, ainsi que, plus largement, la convergence sociale, économique et territoriale.

Nous présenterons des propositions visant à **renforcer la capacité d'action de l'Europe** en envisageant de nouveaux formats et processus décisionnels, y compris pour une Union élargie.

Ce faisant, nous nous concentrerons sur ce qui peut déjà être fait aujourd'hui et sur les domaines dans lesquels un large consensus se dégage.

Agir en coopération avec le Parlement européen

En 2019, j'ai fait du renforcement du partenariat entre la Commission européenne et le Parlement européen une priorité.

Je me suis engagée à donner au Parlement un rôle plus important en ce qui concerne l'initiative et l'élaboration de la législation. Nous avons honoré cet engagement en répondant aux résolutions du Parlement au titre de l'article 225 par des propositions législatives dans le plein respect des principes de proportionnalité, de subsidiarité et d'amélioration de la législation.

Je continue de soutenir ce droit d'initiative.

Nous **renforcerons notre coopération au titre de l'article 225** en demandant aux commissaires de participer à des dialogues structurés avec les commissions parlementaires sur ces résolutions.

Il existe par ailleurs de nombreux domaines dans lesquels nous pouvons améliorer la manière dont nos institutions collaborent.

C'est pourquoi je souhaite engager rapidement, avec le Parlement européen, une **révision de notre accord-cadre**. Cette initiative contribuera à renforcer notre responsabilité politique commune, à dynamiser notre dialogue, à accroître le flux d'informations et à assurer une plus grande transparence.

Bon nombre des crises auxquelles nous avons été confrontés au cours du dernier mandat ont nécessité des réponses exceptionnelles, notamment par le recours à l'article 122 du TFUE.

J'ai entendu le point de vue du Parlement à ce sujet et veillerai à ce que cet outil ne soit utilisé que dans des circonstances exceptionnelles. Je veillerai à ce que **la Commission justifie pleinement l'utilisation de l'article 122** devant le Parlement.

Enfin, je souhaite **renforcer notre dialogue** et faire en sorte que les commissaires soient davantage présents auprès de leurs commissions parlementaires respectives.

Le Collège sera disponible pour répondre à toute demande du Parlement européen en vue d'un débat en plénière selon le format le plus approprié.

[REDACTED]

